

La détérioration des systèmes de protection sociale et de santé, la casse des services publics et la baisse des taux de scolarisation sont certainement des causes légitimes de protestation. Les travailleurs des pays riches eux-mêmes, qui subissent eux aussi ce type de pression, en savent quelque chose. Les mouvements de défense des retraites en Italie suivis par les mouvements de décembre 1995 en France, la révolte des travailleurs précaires et des sans emploi en 1998 montrent que l'application de mesures ultralibérales est douloureuse, même pour des économies développées. Mais dans les pays pauvres, l'ajustement structurel a poussé des centaines de millions de personnes dans la misère. On atteint à une dimension du problème tout à fait différente sur le plan quantitatif et qualitatif.

Deux milliards d'hommes aujourd'hui sont officiellement malnutris, et un autre milliard souffre épisodiquement de famine. Tous les experts (même ceux de la Banque mondiale, qui insistent sur l'aspect « provisoire » du phénomène) admettent que la pauvreté a progressé en gravité, en proportion et en chiffres absolus depuis 1985. L'un des indices clairs de la sauvagerie de l'ajustement est le sort réservé aux enfants des pays pauvres, ex-pays de l'Est y compris. En Argentine par exemple, la mortalité périnatale atteint 50 enfants sur mille, soit 1,5 fois plus qu'en 1980. En 1998, on atteint le taux de 42 %, c'est-à-dire approximativement le chiffre du XII^e siècle français. Dans les pays ajustés d'Afrique, six femmes sur mille meurent en couche. En Asie, quatre, en Amérique latine, 2,5. Dans les pays du G8, le taux est soixante fois moins grand, mais deux fois plus important qu'au début des années 80.

La déréglementation des économies tire les législations protectrices vers le bas : au moment où les jeunes étudiants français protestaient dans la rue contre le « SMIC jeunes » d'Édouard Balladur, les enfants indiens occupaient la rue pour exiger un salaire égal pour un travail égal. Le FMI ayant suggéré au gouvernement Rao d'abaisser l'âge minimal du travail et d'abroger le salaire minimum, l'État indien, travaillant pour le compte des experts ultralibéraux du FMI et de la BM, imposa ce plan et envoya sa police briser les grèves. Aucune convention internationale n'est à ce jour parvenue à régler concrètement le problème de la progression exponentielle du travail des enfants, qui se résume à un esclavage autorisé par les États concernés.

Conclusion : Le crime ne paiera pas toujours

Un nombre inconnu de morts, tués par la famine ou les maladies de la pauvreté ; une aggravation au plan planétaire de la polarisation des richesses ; près d'un demi milliard de paysans pauvres chassés de leurs terres par la spéculation, les grands travaux, les grands propriétaires ou l'armée. Au nom de la dynamique du « marché libre ».

200 millions d'enfants au moins travaillant gratuitement dans les usines délocalisées, vingt millions d'esclaves sexuels dans le monde.

Deux milliards d'hommes et de femmes et d'enfants vivant en dessous du seuil de cette pauvreté que le capitalisme ultralibéral nous promet d'éradiquer ! Au milieu

de ces démunis, un milliard de sous-alimentés, et 20 millions de morts de faim en cinquante ans d'aide au développement.

Un nombre inconnu de morts parmi les résistants à l'ajustement forcé. Depuis 1980, au moins dix mille personnes abattues dans le monde entier au cours des « émeutes de la faim ».

Pollution des terres et des eaux continentales et marines pour produire toujours plus, pour rembourser toujours plus, pour enrichir toujours les mêmes. Inchiffable.

Abattage de la moitié de la surface des forêts tropicales et équatoriales pour rembourser la dette d'une aide au développement qui n'a aidé que la progression des profits des grandes firmes transnationales. Dégâts incalculables provoqués par l'échange inégal.

Recul de la scolarisation et de l'accès aux soins dans tous les pays ajustés ; sous emploi concerté, abolition des droits du travail, progrès mondial de la délinquance et du crime organisé, généralisation de la prostitution comme solution à la pauvreté, multiplication des conflits ethniques, montée des nationalismes, développement du trafic d'armes. Impossible à chiffrer.

La comptabilité macabre du coût en vie humaines de la recolonisation du monde pauvre et de l'invasion des pays ex-communistes est peut-être difficile à faire, mais elle est facile à juger. L'alignement forcé sur les règles du capitalisme mondialisé a pu tuer un milliard d'hommes en cinquante ans et dévaster carrément la planète au point de poser le problème écologique en termes de survie. Qu'importe la quantité ?

La mondialisation du capitalisme est avant tout celle d'une faillite éthique qui ravale l'humanité au rang des bêtes se dévorant autour de leur proie, c'est l'échec de constructions philosophiques fondées sur la légitimation de l'égoïsme maladif et de la volonté de puissance. En tentant de dissoudre l'idée même d'une communauté humaine liée par un intérêt partagé, l'idéologie criminelle qui sous-tend le capitalisme se place hors de la loi naturelle en mettant en danger l'espèce tout entière. Par le fait elle se condamne. Le capitalisme ultralibéral ne crée pas ses propres fossoyeurs. Il creuse lui-même sa tombe.

Philippe Paraire

Philippe Paraire est l'auteur de *L'environnement expliqué aux enfants*, Hachette-Jeunesse, 1990, coll. « Réponses aux petits curieux » ; *Comprendre l'environnement*, Hachette-Jeunesse, 1991, coll. « Échos » ; *L'Environnement* (ouvrage collectif), Hachette-Jeunesse, 1992, coll. « Géant » ; *L'Utopie Verte, écologie des riches, écologie des pauvres*, Hachette, 1993, coll. « Pluriel » ; *Le Village monde et son château, essai contre le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale*, Le Temps des Cerises, 1995.

Bibliographie

François Chesnais, *La mondialisation du capital*, Syros, 1994.
Susan George, *Crédits sans frontières, La Découverte*, 1994.
René Dumont, *La croissance... de la famine !*, Seuil, 1975.
Elsa Assidon, *Les théories économiques du développement*, La Découverte, 1992.
Pascal Arnaud, *La dette du tiers-monde*, La Découverte, 1984.

LA MONDIALISATION DU CAPITAL ET LES CAUSES DES MENACES DE BARBARIE

Nous voici à l'heure de la mondialisation du capital. Dans les années qui viennent, les faits qu'il faudra consigner au *Livre noir du capitalisme* pourraient être parmi les plus terrifiants de toute son histoire. Philippe Paraire a commencé le travail dans sa contribution. Je reviendrai plus loin sur les conclusions du dernier livre de Claude Meillassoux. Ma tâche ici est de tenter de définir la nouvelle configuration de l'impérialisme et le régime d'accumulation particulier qui lui correspond.

Mais auparavant quelques rappels politiques sont indispensables. La liberté que le capital tant industriel que financier retrouve pour se déployer mondialement, comme il n'avait pas pu le faire depuis 1914, tient bien sûr de la force qu'il a recouvrée du fait même de la longue phase d'accumulation ininterrompue des « trente glorieuses » (l'une sinon la plus longue de toute l'histoire du capitalisme). Cependant le capital n'aurait pas pu parvenir à ses fins sans le succès de la « révolution conservatrice » de la fin de la décennie 1970. Le triomphe du « marché » n'aurait pas pu se faire sans les interventions politiques répétées des instances politiques des États capitalistes les plus puissants, relayées par les organisations capitalistes internationales les plus importantes, le FMI et le GATT/OMC en tête. Ces interventions ont démarré longtemps avant 1989 ou 1991. Elles commencent dix ans plutôt au tournant des années 1970-1980. C'est là que se situe le moment où les forces politiques les plus anti-ouvrières des pays de l'OCDE ont engagé le processus de libéralisation, de déréglementation et de privatisation. Mais la voie leur a largement été préparée. Les politiques anti-ouvrières n'auraient jamais pu réussir dans leur entreprise si la contre-révolution bréjnévienne n'avait pas préalablement écrasé le Printemps de Prague ainsi que le mouvement du prolétariat polonais de la même période, si les directions des partis communistes de France et d'Italie notamment n'étaient pas intervenues de 1968 à 1978 pour contenir et refouler le potentiel véritablement démocratique, et de ce fait anti-capitaliste, des grands mouvements sociaux – ouvriers et estudiantins – qui ont jalonné la décennie 1968-1978 en Europe, de même qu'aux États-Unis et en Amérique latine.

D'autre part, la victoire actuelle du capitalisme est d'autant plus complète que même parmi ceux qui combattent ses effets, il y a beaucoup de gens qui n'utilisent plus le terme. Ils le nomment « néo-libéralisme » et ils n'ont à lui opposer que

l'espoir, que je crois chimérique⁽¹⁾, d'un retour à des formes plus humaines de société capitaliste. Certains seraient certainement surpris, sinon choqués, de se voir dire qu'en reculant devant le mot capitalisme, ils apportent leur soutien à tous ceux qui affirment – forts du bilan accablant du « socialisme réel » que l'effondrement de l'URSS a achevé de révéler – que « la victoire de la démocratie et du marché » signale « la fin de l'histoire » ou encore « l'horizon indépassable » des variantes d'organisation politique et sociale fondées sur la propriété privée des moyens de production.

L'usage du terme néo-libéralisme est souvent associé à l'idée qu'il serait encore possible de combattre les effets du capitalisme mondialisé sans s'attaquer à ses fondements. Or ce n'est pas le cas. Une période historique est close. Elle n'est pas seulement celle où, à l'échelle mondiale, il régnait l'illusion d'un modèle de société rivale au capitalisme, socialement supérieure à lui, « coexistant pacifiquement » avec lui, tout en étant en mesure de lui faire contrepoids militairement si nécessaire. Elle est aussi celle, où en Europe occidentale en particulier, le capitalisme a semblé avoir été « domestiqué », bordé par des rapports politiques entre les classes contraignants et des institutions irréversibles, issus les uns et les autres des grands combats constitutifs de la révolution contenue, c'est-à-dire frustrée, de la fin de la Seconde Guerre mondiale. En France, terrain des grandes luttes de 1936 puis de 1945, on s'est longtemps bercé d'illusions particulièrement fortes quant à la capacité de ces rapports et de ces institutions à fournir les bases pour une amélioration continue de la situation de la classe ouvrière comme de larges couches de la société. Pierre Bourdieu, pour qui j'ai par ailleurs le plus grand respect, a tort d'évacuer la question du capitalisme et de son dépassement et de se centrer sur le néo-libéralisme. Mais il est loin d'être le seul à gauche à pleurer le trépas d'une « civilisation du service publique » propre à notre pays, étendue tout au plus à quelques pays en Europe.

L'actualité de la notion de parasitisme

Le titre du chapitre VIII de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, « le parasitisme et la putréfaction du capitalisme » a toujours beaucoup gêné les théoriciens des partis communistes occidentaux. C'était vrai hier. À l'époque la « coexistence pacifique » avec le capitalisme, ainsi que ses différents avatars, pouvait difficilement être fondée sur la seule défense de la « patrie socialiste ». Même dominé par « l'impérialisme américain », il fallait que le système avec lequel la coexistence était défendue ait quelque chose, si limité que ce soit, de « positif » ; qu'il paraisse encore susceptible d'offrir à la classe ouvrière et à ses couches sociales alliées quelques perspectives d'amélioration de leurs conditions matérielles et morales d'existence. Le caractère « gênant » de l'analyse de Lénine l'est évidemment encore plus aujourd'hui pour ce qui reste de ces partis. Pourtant, le segment historique correspondant à ce qui est nommé la « globalisation », ou encore la « mondialisation du capital », est très certainement celui où un ensemble de tendances analysées par Lénine avec l'aide de Hobson se sont réaffirmées sur une échelle encore plus gigantesque qu'à la veille de la Première Guerre mondiale.

Pendant un temps, dans les années 1950 et 1960, le capital industriel – celui dont Marx précise, dans le chapitre 1 du livre II du *Capital*, qu'il est « le seul mode d'existence du capital où sa fonction ne consiste pas seulement en appropriation, mais également en création de plus value, autrement dit de surproduit » – a paru dominer de nouveau les économies capitalistes avancées. La « couche des rentiers, c'est-à-dire les gens qui vivent de la " tonte des coupons ", des gens dont l'oisiveté est la profession » (Lénine, chap. VIII) paraissait avoir disparue, ne plus avoir qu'une existence théorique. De même, placée sous l'égide de groupes industriels (les sociétés transnationales), la domination impérialiste sur les pays néo-coloniaux ou « dépendants » paraissait être tant soit peu porteuse de progrès, puisqu'elle s'accompagnait d'une extension des rapports de production capitalistes et de la formation d'une classe ouvrière indigène. L'impérialisme ne paraissait pas pouvoir se définir de façon lapidaire comme « une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays », à savoir les pays identifiables comme « États rentiers » (*ibid.*). La production paraissait l'emporter sur l'appropriation, l'industrie sur la finance, le profit (largement réinvesti) sur la rente financière. Axé largement sur l'existence de la figure du rentier, le chapitre VIII de la brochure de Lénine était parmi ceux sur lesquels il était possible de passer très vite.

Aujourd'hui, de ce point de vue, les choses sont pires encore : il n'y a évidemment pas d'alignement possible sur une social-démocratie elle-même devenue social-libérale si l'on ne fait pas l'analyse de Lénine, quitte à dire qu'elle était valable dans le passé, mais ne le serait plus aujourd'hui. Or malheureusement, ce n'est pas le cas. En cette fin de XX^e siècle, la société mondiale est placée de nouveau sous la férule d'un capitalisme dominé par des couches et des traits rentiers, un capitalisme dont l'avidité et la férocité dans l'exploitation sont d'autant plus fortes qu'il est parasitaire. Il l'est à la fois dans le sens de Lénine, c'est-à-dire organisé autour d'institutions (les marchés financiers) et d'États (les États-Unis et le Royaume Uni en premier lieu) dont la seule caractérisation possible est celle de rentier, et dans celui de Marx, c'est-à-dire marqué par des formes d'accumulation qui sont tournées plus vers l'appropriation que vers la création de plus-value. Un peu plus loin dans le même chapitre du livre II, Marx écrit en effet quelque chose dont la portée est passée pratiquement inaperçue jusqu'à aujourd'hui : « C'est parce que l'aspect argent de la valeur est sa forme indépendante et tangible que la forme A ... A', dont le point de départ et le point d'arrivée sont de l'argent réel, exprime de la façon la plus tangible l'idée " faire de l'argent ", principal moteur de la production capitaliste. Le procès de production capitaliste apparaît seulement comme un intermédiaire inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent. C'est pourquoi toutes les nations adonnées au mode de production capitaliste sont prises périodiquement du vertige de vouloir faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production. » Aujourd'hui, les grands États capitalistes ont fait plus que céder à ce vertige. En mettant les « marchés » aux commandes, ils ont mis l'économie mondiale, celle de leurs propres pays comme celle du globe tout entier, entre les mains de gens dont c'est précisément la vision du monde.

Une accumulation correspondant aux priorités du capital-argent

Dans sa configuration actuelle, le mouvement du système capitaliste mondial est commandé avant tout par la reconstitution de formes aussi puissantes que nouvelles de concentration du capital-argent (les grands fonds de collecte d'épargne et de placement financier), ainsi que par le transfert au bénéfice des marchés financiers, dans les pays centraux, de fonctions importantes de répartition des revenus et de régulations économiques essentielles longtemps contrôlées par les États. Les grands groupes industriels ont un rôle de premier plan, mais ce ne sont pas eux qui commandent le mouvement de l'accumulation dans son ensemble. Celle-ci est ordonnée à partir des gigantesques transferts de valeur et de plus-value faits au profit du capital-argent vivant des dividendes et des intérêts sur les prêts⁽²⁾.

La promotion de la sphère financière au rang de « force autonome » de la part de gens qui ignorent tout du cycle « raccourci » du capital (A-A') comme de l'analyse du caractère fétiche de la finance, a eu pour fonction d'occulter le rôle joué par les États eux-mêmes dans la genèse de « la tyrannie des marchés ». Elle permet de voiler les mécanismes au travers desquels la sphère financière, avant de pouvoir mettre en place des circuits clos de répartition interne de gains et de pertes purement financiers, se nourrit de transferts de richesses tout à fait concrets. Les capitaux qui se mettent en valeur dans la sphère financière sont nés – et continuent à naître – dans le secteur productif. La mise en valeur, ou « fructification » de la plus grande partie des ressources réelles captées par les institutions financières se fait sous la forme de placements en obligations et en actions, c'est-à-dire en titres de créances sur l'activité économique à venir.

Ces titres, dits actifs financiers, ont une double dimension fictive. Ils ont une vie propre sur les marchés secondaires de titres, où ils connaissent des processus de hausses de valeur qui ne valent qu'aussi longtemps que persistent des évaluations ou conventions entre opérateurs financiers relatives à cette valeur. Leur valeur boursière peut donc s'effondrer et n'avoir alors guère plus de valeur que des « chiffons de papier ». Comme l'expérience des années 1930 l'a montré, les créances sur l'activité future peuvent, du jour au lendemain, ne plus rien valoir. Mais tant que l'accumulation n'est pas interrompue par de graves crises secouant simultanément la production, les échanges et les marchés financiers, ou tant que n'interviennent pas des événements politiques majeurs conduisant à un moratoire, voire à la répudiation, des dettes étatiques, le capital appartenant à la catégorie « capital-argent de prêt » ou « capital financier » bénéficie d'un flux de revenus nourris de ponctions « réelles » sur les revenus primaires constitués dans la production de valeurs et de richesses nouvelles.

Deux traits caractérisent le capital-argent de façon inhérente. Le premier est la conviction, dont il est imprégné, que les fonds qu'il investit sous la forme d'actifs négociables sur les marchés financiers, c'est-à-dire qu'il place financièrement, ont la « propriété naturelle » de « produire des rendements ». Il est celui dont Marx a dit

un jour que pour ses détenteurs, les actifs devaient produire des revenus (dividendes et intérêts en premier lieu) « avec la même régularité que le poirier produit des poires » (Capital, III, chapitre XXIV). Le second trait, intimement lié au premier, est celui d'être porteur de ce qu'on nomme dans le jargon actuel une « approche patrimoniale »⁽³⁾ qui développe chez tout détenteur d'actifs financiers la propension à entretenir un stock de richesses plutôt que de prendre des risques pour l'accroître. Indépendamment des opérations « spéculatives » auxquelles il peut se livrer, le propre de ce capital est d'être situé dans des lieux et d'avoir des horizons de valorisation distincts et très éloignés de là où se déroulent les activités d'investissement, de production et de commercialisation (celles-ci assurant le bouclage indispensable du cycle de mise en valeur du capital productif). La distance n'est pas simplement physique ; elle est idéelle. C'est à juste titre que Lénine, dans le même chapitre, parle à propos de la couche des rentiers de « gens tout à faits isolés de la participation à une entreprise quelconque ». Cette caractérisation reste exacte même lorsque les représentants du capital-argent rentier siègent dans des « comités d'audit » d'où ils exercent leur « gouvernement sur l'entreprise ». Les institutions qui opèrent sur les marchés financiers ont leur propre représentation du monde, en commençant par celle de l'économie. Il leur faut des flux de revenus réguliers de leurs placements, des rendements sûrs au moindre coût. Les délais de maturité de la grande majorité des investissements productifs se situent totalement en dehors de leur horizon. Parmi les placements financiers, les titres de la dette publique, notamment ceux des États dont la crédibilité financière est la plus élevée, occupent une place de choix. La sécurité et la régularité des rendements font d'eux le choix par excellence des concentrations contemporaines de capital financier dont la fonction est d'assurer des flux de revenus rentiers permanents et stables. Mais les dividendes perçus en ponction sur les profits des groupes industriels ont pris une importance grandissante. C'est le niveau et la régularité des flux de dividendes que les comités d'audit ont pour mission de contrôler sans relâche.

Les traits originaux du capital-argent rentier contemporain

À l'époque contemporaine, la puissance économique et sociale sans précédent acquise par ce capital est indissociable de la place prise par les systèmes de retraites (ou « pensions ») privés⁽⁴⁾. Dans les pays les plus centraux et les plus puissants financièrement du système-monde de l'impérialisme, ceux-ci captent au profit des marchés financiers une importante épargne salariale. La catégorie de capital définie comme rentier par Marx, mais aussi plus tard par Keynes (l'incompatibilité profonde du rentier avec une économie tournée vers l'investissement et l'emploi conduit celui-ci à en préconiser la disparition « par euthanasie » au dernier chapitre de la *Théorie générale*) a été qualitativement renforcée aujourd'hui par la formation et la croissance de ces fonds. Déjà le paiement des retraites de dizaines de millions de personnes, correspondant à des fractions tout à fait significatives du PIB, s'opère aux moyens de ponctions courantes sur la richesse créée, dont les marchés financiers sont

les intermédiaires. L'existence matérielle de ces retraités dépend de la santé des « marchés ». Voici maintenant quinze ans que le paiement des retraites repose en particulier sur le régime des taux d'intérêt réels positifs. Or ceux-ci sont à l'origine directe de la croissance en boule de neige de la dette publique, qui est le fer de lance de la destruction des systèmes de protection sociale publique et de la dislocation de la capacité d'action économique des États. Le second élément constitutif des ressources des fonds de pension et de placement sont les dividendes prélevés en ponction sur les profits. Pris en otage par le capital financier, les anciens salariés sont donc également devenus une couche sociale qui est pour l'instant « objectivement intéressée » à ce que le taux d'exploitation des salariés au travail soit le plus élevé possible. Lénine dirait que le capital-argent rentier a entrepris et peut-être partiellement réussi à attirer une partie de l'aristocratie ouvrière de son côté. Dans certains pays, les représentants des salariés dans les conseils de surveillance des systèmes de retraite de grands groupes ou de corporations ont commencé à se préoccuper de la manière dont leur épargne sert de force de frappe économique, politique et sociale pour le plus grand bénéfice des marchés financiers. Mais leur sollicitude s'étend rarement au-delà des frontières de leur propre pays. Il est rare de les voir s'interroger sur la fonction des marchés dits « émergents », c'est-à-dire des pays ou territoires politiques qui possèdent une place financière où des capitaux étrangers peuvent venir jeter les bases pour des flux de ressources vers les métropoles impérialistes.

Les propensions œcuméniques de la « gauche plurielle » dans toutes ses composantes sont en train de faire naître une certaine mansuétude à l'égard des systèmes de retraite par capitalisation. Ne s'agit-il pas du système de certains des « voisins et partenaires de la France » qui exigerait à ce titre notre respect ? Cette mansuétude n'est pas de mise. Les fonds de placement de l'épargne salariale sont associés à des mécanismes de transferts de richesses profondément pernicieux. Ils sont partie intégrante de l'ensemble des processus conduisant à un faible niveau d'investissement, à la dégradation accélérée des conditions du marché du travail et du rapport salarial, ainsi qu'à la consolidation au plan mondial de rapports de subordination de type rentier entre États.

Les articles de la presse financière la plus prestigieuse des pays anglo-saxons ont le grand intérêt d'être d'une franchise absolue sur toutes ces questions. Il en va ainsi du « Financial Times » dont je citerai un long éditorial du 6 mars 1998. Sous le titre « Le point de vue du Docteur Pangloss sur la mondialisation », cet éditorial s'interroge sur la viabilité à long terme d'un système placé sous le commandement du capital-argent. Il exprime son inquiétude de se trouver en présence « en Occident d'investisseurs financiers élevés dans l'idée qu'ils seraient les preneurs de risque en dernier ressort et qu'ils auraient ainsi un droit d'origine divine au butin en dividendes des résultats d'entreprises des sociétés du secteur industriel ». Parlant des mécanismes de captation de flux de ressources mondiales par les États rentiers, l'éditorial s'inquiète de même que la crise économique et financière asiatique ne soit pas perçue comme un avertissement : « Le Docteur Pangloss était un partisan précoce de la mondialisation, avec son affirmation que tout allait pour le mieux dans le

meilleur des mondes. Pourtant le fond du conte de Voltaire, *Candide*, a trait à la violation permanente des droits humains et des droits de propriété. Il est possible bien sûr que les retraites occidentales seront payées sur la base du labeur des masses chinoises. Mais pour l'instant, tout ne va certainement pas pour le mieux dans le monde du capital global. Et les risques politiques de la mondialisation sont en train d'être spécieusement minimisés ».

Le capital industriel dans un contexte d'accumulation à dominante rentière

Les groupes industriels ont été les principaux bénéficiaires de la libéralisation des investissements et des échanges tant vantée par les chantres du capitalisme mondialisé. Ils s'en sont servis pour faire peser sur leurs salariés, aussi bien la menace que la mise en œuvre effective de délocalisations de la production vers les pays où la main-d'œuvre est bon marché et les salariés sont peu ou pas protégés. Ils utilisent la libéralisation commerciale à la fois pour asseoir des réseaux d'approvisionnement et de sous-traitance là où les coûts sont les plus bas et pour livrer une concurrence inégale avec les entreprises à productivité plus faible des pays dont on force l'ouverture des marchés. Mais la force acquise par la finance a également marqué, de façon toujours plus forte, les stratégies du capital industriel. Depuis le passage du capitalisme de libre concurrence au capitalisme de monopole voici un siècle, le groupe industriel est sans exception « un groupe financier à dominante industrielle ». Le cas de figure allemand qui sert d'exemple à Hilferding et à Lénine, dans lequel le capital bancaire établit sa domination sur le capital industriel, n'a jamais été la seule forme de cette interpénétration. Aux États-Unis, les Carnegie et les Rockefeller ont été les pionniers de formes organisationnelles dans lesquels « l'industriel », pour garder son autonomie face au « banquier » s'est constitué en groupe (la « corporation ») et s'est fait autant financier qu'industriel.

La résurgence du capital-argent concentré et sa prise en main des leviers de contrôle du système capitaliste mondial ont été accompagnées de deux développements qui rendent le travail de Lénine à la fois pertinent et appelant une double actualisation sur le plan des formes de l'interpénétration qui donnent naissance au « capital financier ». La première est l'accentuation du processus désigné à l'aide de l'expression « financiarisation croissante des groupes industriels ». L'expression n'a pas une valeur conceptuelle forte. Il s'agit avant tout d'une façon commode d'exprimer le fait que, dans le cadre de la mondialisation financière, le groupe industriel a accentué considérablement ses traits de groupe financier, ne fût-ce que parce qu'il a été soumis à la fois à l'impératif et aux opportunités d'effectuer des placements financiers « purs ». Chaque fois qu'ils le peuvent, les groupes industriels se battent pour décider eux-mêmes l'emploi strictement financier, et souvent carrément spéculatif d'une fraction du « profit non investi ». Dans un contexte de croissance lente et de suraccumulation industrielle, ils seront amenés à privilégier les opérations de placement à court terme. On apprend ainsi que le retour à la « rentabilité » de

Renault a reposé sur deux piliers : le licenciement massif, la flexibilité et la « discipline salariale », et les profits financiers importants dus à la « bonne santé des marchés ». L'autre grand mécanisme d'interpénétration nouveau est l'entrée des fonds de placement financier dans le capital et la direction des groupes. Ils y apportent des critères de rentabilité purement financiers qui aggravent encore l'exploitation des salariés, mais qui portent atteinte aussi à l'investissement de long terme.

Ce n'est pas seulement dans le processus de financiarisation que les traits rentiers d'une accumulation sous domination financière se manifestent chez les groupes industriels. Bien d'autres mécanismes jouent dans le même sens et leur force s'est également accentuée à la faveur de la libéralisation financière et de la mondialisation. Les fusions-acquisitions sont typiques d'une conjoncture à tonalité déflationniste, dont elles sont la conséquence en même temps qu'un facteur aggravant. Elles ont la propriété de ne pas viser l'extension de la production au moyen de la création de capacités nouvelles, mais uniquement leur restructuration avec réduction d'effectifs, ainsi que le transfert au profit du groupe acquéreur des parts de marché des groupes ou des firmes fusionnés (c'est là l'un des objectifs principaux des opérations). On assiste ainsi à un accroissement de la rentabilité du capital, parfois notable, dans le contexte d'économies pourtant en faible ou très faible croissance. Mais les effets ne s'arrêtent pas là. En raison de la concentration et de la centralisation accrues du capital résultant de ces fusions, on a connu une hausse générale et presque continue du « degré de monopole ». Celui-ci à son tour est à l'origine d'un accroissement considérable dans le « résultat brut d'entreprise » des groupes, de l'élément « appropriation de fractions de valeur produites par des firmes plus petites ou plus faibles dans leur capacité de négociation ». L'émergence de ce qu'on nomme les « firmes-réseau » est allée de pair avec un profond processus de « brouillage » des frontières entre le « profit » et la « rente » dans la formation du profit d'exploitation des groupes, ainsi que le poids croissant des opérations qui relèvent de l'appropriation de valeurs déjà créées au moyen de ponctions sur l'activité productive et le surplus d'autres entreprises. La croissance « paradoxale » des profits et des capacités d'autofinancement des groupes industriels, au milieu de la quasi-stagnation des économies, repose donc également sur ces mécanismes de captation de la valeur naissant du pouvoir de monopole qui s'ajoute à ceux relatifs à l'aggravation de l'exploitation du travail par chaque groupe industriel pris séparément.

Mais elle est fondée de façon encore plus centrale sur les modifications du rapport entre capital et travail ou rapport salarial, aspect clef de la mondialisation née de la libéralisation et de la déréglementation⁽⁵⁾. À des rythmes et dans des conditions qui ont fortement varié entre les pays de l'OCDE – car tous les pays n'ont pas mis en œuvre les politiques de libéralisation et de déréglementation des salaires et des conditions d'emploi aussi vite et aussi brutalement que les États-Unis et le Royaume-Uni –, les groupes industriels ont tiré partie de la montée du chômage et de la reconstitution de « l'armée de réserve industrielle » pour peser sur les salaires et les conditions d'embauche, de même qu'ils ont exploité les nouvelles technologies pour imposer de nouvelles normes de travail dans les ateliers et les bureaux. Ils

ont pu le faire d'autant plus facilement que la libéralisation a conduit à une forme de constitution de l'armée de réserve industrielle comme « armée mondiale ». Les délocalisations, tant sous forme d'investissement direct que de sous-traitance internationale, permettent aux groupes industriels de puiser dans les réserves mondiales de main-d'œuvre de qualification diverse, sans avoir à les faire émigrer vers les métropoles, mais en s'en servant aussi pour entamer le processus d'alignement international des salaires sur les niveaux les plus bas, à qualification donnée.

Les pays sous domination impérialiste au sein d'un système en contraction

Sur la base de critères politiques principalement, Lénine caractérisait l'impérialisme comme « la réaction sur toute la ligne ». Il notait la présence de tendances à la stagnation engendrées par les positions de monopole. Mais au moment où il écrit il ne décelait pas encore la domination des tendances allant dans le sens de la contraction du système capitaliste. Trotsky sera le premier à identifier derrière la crise des années 1930, l'existence de telles tendances. Mais la théorie du « néo-capitalisme », dont le parti communiste italien fut le principal laboratoire, lui a été opposée ensuite. Au cours de la longue phase d'expansion de 1950-1974, le capitalisme a paru avoir renoué avec la reproduction élargie. Celle-ci a pris fin avec la récession de 1974-1975, qui voit effectivement l'ouverture de ce qu'on a nommé « la crise », terme pas suffisamment précis, mais pas totalement impropre non plus.

Aujourd'hui nous vivons une période contradictoire. D'un côté le capitalisme paraît triompher. Dans le cadre de la mondialisation, il achève de subordonner les régions et les activités qui lui avaient échappé. Mais il le fait en réalité dans le contexte d'un ralentissement continu sur la longue période de l'investissement et de la croissance ; dans le cadre d'une situation marquée par la présence d'indicateurs traduisant la contraction tendancielle de l'accumulation plutôt que son élargissement. En s'inspirant de la distinction classique du « Chapitre inédit du Capital », on peut dire que la subordination qu'il impose relève de mécanismes qui rappelle la soumission formelle plus que la soumission réelle. Les mécanismes de « syphonage » de la valeur l'emporte sur la création. Le choix des indicateurs pour apprécier une tendance n'est évidemment pas neutre. Il renvoie à des postulats théoriques et politiques ⁽⁶⁾. Si l'on prend l'indicateur de croissance du produit mondial par habitant, qui est un indicateur sérieux de l'état de la production de la richesse avant que n'interviennent les conditions de sa distribution, on constate que ce taux de croissance annuelle avoisinait 4 % entre 1960 et 1973, puis tombait à 2,4 % entre 1973 et 1980, il n'est plus que de 1,2 % entre 1980 et 1993. Un autre indicateur que beaucoup d'économistes considèrent comme crucial est celui du niveau de l'investissement privé. Or dans les pays de l'OCDE, c'est-à-dire les plus riches, la courbe de l'investissement de même que celle de l'épargne sont inclinées nettement vers le bas de sorte qu'on est à la limite d'une situation de reproduction élargie. En 1994, l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC déjà de triste réputation) a publié

une série statistique longue qui montre la chute régulière, au-delà des fluctuations cycliques, du taux annuel moyen de la croissance mondiale. Sur la période 1984-1994, ce taux est tombé à 2 % et il pourrait être encore inférieure au tournant du millénaire. La surproduction rampante permanente qui se mue en surproduction ouverte à chaque crise, comme c'est le cas aujourd'hui pour la Corée, le Japon et bientôt Taiwan et la Chine⁽⁷⁾, n'est que l'une des manifestations les plus voyantes d'un régime d'accumulation, dans lequel le système capitaliste comme un tout ne produit pas assez de valeur, et cela même s'il a renoué avec l'exploitation des enfants sur une vaste échelle, si, partout, il accroît constamment le degré d'exploitation des travailleurs qu'il emploie. Je me permets d'insister. La masse totale de valeur créée ne repose pas sur le seul taux de plus value, mais aussi sur le volume du capital mis en mouvement dans la production. Or celui-ci décline tendanciellement.

C'est dans le contexte de cette contraction tendancielle du système capitaliste dans son centre qu'il faut examiner le sort fait aux pays situés à la périphérie. Les seuls pays à intéresser le capital-argent sont ceux qui possèdent une place financière suffisamment développée pour aspirer au statut de « marché financier émergent ». En dehors des pays de l'OCDE, il y en a moins de vingt. Et cet intérêt est celui de mettre en place des mécanismes de syphonage des ressources vers les pays centraux. De leur côté, les groupes industriels des pays impérialistes ne s'intéressent aux pays extérieurs que de façon très sélective. Ils le font à trois titres. Le premier est en tant que marchés, dans des conditions où les exportations faites par les grands groupes industriels par l'intermédiaire de leurs filiales de commercialisation sont redevenues l'option préférée, l'investissement direct au sens strict n'étant qu'une solution de second rang utilisée dans des circonstances spécifiques seulement. On continue à créer des filiales de production lorsque cette forme de présence directe sur le marché s'impose en raison de la dimension du marché et de l'importance stratégique régionale du pays (la Chine et le Brésil) ; en raison de la présence ancienne de rivaux mondiaux dont il faut contrer les stratégies localement ; ou encore de l'existence d'opportunités locales qui ne peuvent être exploitées sans investissement direct. Mais autrement, les niveaux de productivité et les réserves de capacité industrielle des pays capitalistes centraux poussent les groupes à préférer l'exportation comme moyen de tirer parti d'un marché. Les pays extérieurs à la Triade sont également requis comme source de matières premières. Mais seulement pour autant qu'ils ne soient pas menacés par des produits de substitution. Leur troisième fonction est de servir dans des industries intensives en main-d'œuvre de base pour des opérations de sous-traitance délocalisée requérant une main-d'œuvre industrielle à la fois qualifiée (ou même très qualifiée), très disciplinée et très bon marché. Mais ici encore, le nombre de pays qui satisfait ces conditions est en nombre d'autant plus restreint que les besoins du capital sont limités par la faiblesse générale de l'accumulation.

C'est dans ce contexte que se place la montée de la faim, des pandémies et des guerres intestines dans de nombreuses parties du monde. L'Afrique noire, dont le système rejette une large partie des matières premières agricoles produites au sein de l'économie de plantation précédemment mise en place aux dépens des produc-

tions vivrières, et dont la main-d'œuvre ne réunit pas les nombreuses « qualités » de celle des pays d'Asie du sud-est est dans ce cas. Ce qui s'y passe depuis quinze ans ne relève pas du hasard. C'est le résultat direct, médiatisé par la corruption politique propre aux États croupions du néo-colonialisme, de la marginalisation de la majorité des pays du continent dans les échanges mondiaux. Le « contingent » y traduit la « nécessité » du capitalisme pourrissant. L'ONU vient de reconnaître le génocide ruandais en tant que troisième génocide de ce siècle, après celui des Arméniens et après l'Holocauste. Or si le premier peut encore être analysé sans recours à la théorie de l'impérialisme, l'Holocauste ne peut pas l'être. Fusse de façon différente, la même chose est vraie pour le génocide ruandais. Aux termes d'un travail minutieux sur l'Afrique, Claude Meillassoux conclut à la réactivation par le capitalisme de la loi de la population de Malthus : « Le contrôle de la démographie des peuples exploités, par des moyens démographiques (contrôle des naissances, stérilisation, etc.) a échoué. Une forme de contrôle par la faim, la maladie et la mort, plus efficace et plus cruel, s'établit sous prétexte de " rationalité économique " et " d'ajustement structurel " : la leçon de Malthus a été entendue »⁽⁸⁾.

On me dira que ce sont là des exagérations typiquement « gauchistes ». Peut-être. Mais que personne ne vienne nous dire plus tard « qu'il n'était pas informé », qu'il n'avait « pas compris ». Cette fois-ci les moujiks massifs du capital sont publics et sont montrés dans les reportages, de même que c'est au vu et au su du monde entier que le Goulag se perpétue en Chine. Mais il y a encore peu de gens qui sont prêts à associer ces faits avec une caractérisation sérieuse de ce capitalisme auquel on nous invite de façon pressente à nous « adapter » puisque le socialisme serait au mieux une utopie, au pire l'annonce d'un nouveau totalitarisme.

Pour conclure

Il est plus que jamais nécessaire de continuer de mettre à jour le livre noir du capitalisme, commencé depuis que les Amériques sont tombées sous la double coupe du capitalisme marchand et de l'Église. Mais cette tâche ne saurait nous absoudre de répondre aux redoutables problèmes posés par la faillite du « socialisme réel » et l'ampleur des décombres laissées après bientôt soixante-dix années de domination stalinienne sans partage sur le pays où la révolution d'Octobre a eu lieu. Elle suppose aussi de faire la lumière sur la configuration actuelle du capitalisme pourrissant. Peu de gens sont encore venus contredire les apologues du « nouvel ordre mondial » sous domination américaine depuis qu'ils ont déclaré, après l'effondrement de l'URSS, que « la victoire de la démocratie et du marché » signalait « la fin de l'histoire » ou encore « l'horizon indépassable » de la propriété privée des moyens de production.

La lutte des classes a indiscutablement déjà commencé à leur donner un démenti formel dans de nombreux pays, mais ce démenti de la « praxis » ne sera complet que pour autant qu'il avance de front avec un immense travail théorique. Ce travail suppose que l'on tire, du côté de la classe ouvrière et des opprimés, le

bilan de la montée du stalinisme et de sa victoire, aussi bien que des mensonges, des crimes et des calomnies menées en son nom en dehors de l'URSS et en France tout particulièrement. Mais il exige aussi d'être nourri d'analyses qui ne gomment pas la putréfaction du capitalisme et qui expliquent en quoi une période est close : celle où le capitalisme avait quoi que ce soit à offrir à l'humanité. C'est là le sens de ma participation à ce recueil bien venu.

François Chesnais

François Chesnais est économiste, auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *La Mondialisation du Capital*, Editions Syros, Paris, 1997.

Notes

1. Voir la conclusion du livre important de Ellen Meiksing Woods, *Democracy against Capitalism*, Cambridge University Press, 1995.
2. Je me permets de renvoyer à la seconde édition structurée et amplifiée de mon livre, *La Mondialisation du Capital*, Editions Syros, Paris, 1997.
3. Voir Georges Maarek, *L'économie de l'enlèvement : intérêt, change, emploi dans les années quatre-vingt dix*, Economica, Paris, 1997.
4. Voir l'article que j'ai publié dans *Le Monde Diplomatique*, avril 1997.
5. Voir le livre de Thomas Couterot, *L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?*, Editions La Découverte, Paris, 1998.
6. Voir les chapitres 1 et 12 de *La Mondialisation du Capital*, op.cit.
7. Voir mon article dans *Carré Rouge*, n°7, mars 1997 (B.P. 125, 75463, Paris Cedex 10).
8. Claude Meillassoux, *L'économie de la vie*, Cahiers Libres, Editions Page 2, Lausanne, 1997.

LES BANQUIERS SUISSES TUENT SANS MITRAILLEUSES

Grâce à son secret bancaire, ses comptes à numéros, la loi de la libre convertibilité, le cynisme et l'extrême compétence technique de ses banquiers, la Suisse est aujourd'hui le coffre fort du monde. Elle est en 1998 le premier pays le plus riche du monde (revenu par tête d'habitant, selon le mode de calcul de la Banque mondiale). Environ 40 % des fortunes privées du monde gérées en dehors de leurs pays d'origine sont gérées en Suisse. Les forteresses bancaires helvétiques, les succursales à travers le monde n'accueillent pas seulement le butin des cartels du crime organisé transfrontalier, les astronomiques avoirs de Seigneurs du crime russe, mais aussi le trésor des classes possédantes et despotes d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine.

Quel rapport y a-t-il entre l'argent sale de la criminalité transfrontalière organisée et le capital illicite qui fuit le Tiers Monde ? Tous deux sont lavés, recyclés, par les mêmes émirs, au moyen de techniques bancaires identiques. Ce sont souvent les mêmes organisations qui convoient ces capitaux, leur font traverser les continents, les font entrer en Suisse. Les mêmes analystes financiers, gérants de fortunes, conseillers boursiers et agents de change réinvestissent les capitaux en fuite du Tiers Monde et l'argent sale de la drogue.

Les adolescents drogués des rues de New York, Milan et Londres agonisent des œuvres des Seigneurs du crime ; ceux-ci font recycler, laver leurs profits en Suisse. Aux Philippines, au Brésil, au Congo, des enfants, par milliers, meurent de sous-alimentation, se prostituent, périssent d'abandon et de maladie. D'importantes richesses autochtones, au lieu de contribuer à créer sur place des hôpitaux, des écoles, des emplois, se réfugient en Suisse ; elles sont recyclées et réinvesties dans la spéculation immobilière à Paris, Rome et Tokyo, ou alimentent les Bourses de New York, Londres et Zurich.

Le pillage financier du Tiers Monde et le trafic de la drogue sont deux œuvres de mort, provoquant des désastres sociaux, psychiques, physiologiques analogues. Tous deux bénéficient de la compétence reconnue, de l'assistance experte, de la complicité efficace des banquiers suisses.

Voici des exemples se référant à une période d'analyse d'un peu plus de dix ans.

1. Les Philippines

En 1986, Ferdinand Edralin Marcos truque une nouvelle fois les élections nationales. Une fois de trop... L'insurrection populaire balaie Manille. À l'aube du 25 février, le protecteur américain ordonne la fuite : des hélicoptères des forces

aériennes des États-Unis se posent sur le gazon du palais de Malacanang. Ils évacuent Imelda, Ferdinand et quatre-vingt-trois de leurs parents et associés vers la base américaine de Subic Bay. Ferdinand Marcos mourra le jeudi 28 septembre 1989 dans un hôpital militaire américain de Hawaï.

Le despote asiatique a été, sa vie durant, un client presque idéal pour les émirs helvétiques : il est immensément riche, il est habité par une véritable manie de la thésaurisation. L'évacuation du trésor ne pose aucun problème : le kleptocrate est lui-même au pouvoir. De plus, l'homme joue en permanence double jeu avec ses protecteurs américains et japonais. Comme il est, de surcroît, d'une extraordinaire complexité psychique, il est vulnérable. Les émirs peuvent le plumer à volonté, lui imposer des conditions d'investissement et de recyclage draconiennes.

Ferdinand Edralin Marcos naît en 1917 dans un milieu modeste, à l'extrême pointe septentrionale de l'archipel, à Ilocos Norte. La population de cette province est taciturne, travailleuse. Son activité principale : la contrebande avec Taiwan et Hong Kong. Les trois noms de l'enfant indiquent le drame de sa naissance : Ferdinand Chua, riche marchand chinois, s'éprend de la très jeune Josefa Edralin. Josefa est belle, gaie, intelligente, mais pauvre. En outre, elle est philippine. Le clan Chua oppose son veto au mariage (Ferdinand Chua épousera une héritière chinoise du Fukien). C'est la rupture. Mais Josefa est enceinte. Sa famille appartient au milieu catholique traditionnel du Nord, un milieu bigot, cruel, qui ne pardonne pas la naissance « illégitime ». Elle cherche désespérément un mari pour la pécheresse... et un père pour l'enfant qui va naître. Un écolier du village, pauvre comme Job, âgé de quatorze ans, fera l'affaire : Mariano Marcos. L'adolescent est violent, rusé, ambitieux. Il sera le modèle social de l'enfant qui grandira à ses côtés.

Le jeune Ferdinand et celui qu'il prendra longtemps pour son père appartiennent presque à la même génération : une intense solidarité les lie. 1935 : Mariano est candidat à la députation. Il perd l'élection. Le candidat adverse, marchand et contrebandier aisé du lieu, humilie sa famille : il ose même promener un cercueil sous ses fenêtres. Quelques jours plus tard, on retrouvera le tout nouveau député d'Ilocos Norte au bord d'une route, une balle dans la tête.

Ferdinand, dix-huit ans, est arrêté, inculpé, condamné pour assassinat.

Mariano le fait libérer trois ans plus tard : un de ses amis, José Laurel, est entre-temps devenu juge à la cour d'appel. Laurel est lui-même un ancien repris de justice.

Ferdinand est beau, agile, intelligent. Il termine de brillantes études de droit à Manille. Il sera un avocat recherché.

Vers sa vingtième année, Ferdinand découvre le secret de sa naissance et prend contact avec son père de sang. Son alliance avec la puissante communauté chinoise de l'archipel lui ouvre une fulgurante carrière politique : député, sénateur, président du Sénat, puis, en 1965, chef de l'État.

Deux épisodes dans la vie de Marcos méritent une attention particulière. Durant l'occupation japonaise, il dirige un groupe de hors-la-loi appelé « Maharlika ». Le groupe pratique la résistance antijaponaise, la contrebande et le trafic d'armes. Mais Marcos

est trop intelligent pour mettre tous ses œufs dans le même panier : agent japonais, il trahit nombre de ses camarades résistants. Dès la libération, il est jugé par les autorités américaines, échappe au poteau d'exécution... et devient le protégé de la nouvelle puissance occupante.

Deuxième épisode : en 1954, le jeune député rencontre Imelda Romualdez. Imelda est tout à la fois actrice, chanteuse et reine de beauté. Petite-fille d'un prêtre catholique, elle a connu une enfance et une adolescence d'humiliation et de misère. Sa soif de revanche est considérable. Or, depuis la victoire des troupes américaines sur le colonisateur espagnol en 1898, une oligarchie autochtone de planteurs de canne à sucre, de financiers et de grands marchands règne sur l'archipel. Ferdinand partage la haine d'Imelda pour l'oligarchie.

Imelda et Ferdinand forment un couple redoutable : orateur doué, incendiaire et démagogue, Marcos est adoré par les foules. Les pauvres aiment Imelda, qui distribue du riz et des vêtements dans les bidonvilles. Jusqu'en 1972, Marcos est réélu sans problèmes. Puis les choses se gâtent : la haine de l'oligarchie aveugle le couple. Sa passion des palais, des bijoux, de l'argent est illimitée, et le couple pille littéralement le pays. Marcos, lentement, se transforme en despote asiatique ; Imelda, en Lady Macbeth. Marcos aime les femmes ; il est généreux : Carmen Ortega et ses trois enfants – une des nombreuses familles parallèles de Marcos – comptent aujourd'hui parmi les clans les plus riches de Manille.

23 septembre 1973 : le despote décrète l'état de siège (régulièrement reconduit jusqu'en 1986). Le général Ver, chef des services secrets et associé en affaires de Marcos, instaure la torture, fait disparaître les opposants. Faisant pression sur ses protecteurs américains qui entretiennent, dans l'archipel, leur base aérienne, maritime, terrestre la plus puissante d'Asie, Marcos garde en même temps d'excellentes relations avec la droite nationaliste japonaise qu'il a servie durant la guerre. En bref : son avenir semble assuré. Les émirs suisses sont certains d'avoir misé sur le bon cheval.

Revenons à ce matin du 25 février 1986, lorsque le protecteur américain laisse tomber le kleptocrate et que s'installe au palais de Malacanang une femme de l'oligarchie, Cory Aquino, veuve d'un opposant assassiné par Marcos le 21 août 1983. Évacués de force à Subic Bay, Marcos, sa sœur, sa famille sont conduits le même jour à Hawaï, aux États-Unis. Dès leur descente d'avion, à Honolulu, des agents du FBI s'avancent vers Marcos et ses proches, leur confisquent valises et malles qui contiennent les noms de code, les numéros, la localisation des comptes bancaires distribués à travers le vaste monde. Le FBI remet ces documents à la nouvelle présidente des Philippines, Cory Aquino.

Le raisonnement du président Reagan est aussi simple que convaincant : trois armées de guérilla, dont deux font des progrès rapides, menacent le fragile pouvoir proaméricain de Mme Aquino. Le succès de cette guérilla autochtone, sans liens notables avec une quelconque puissance étrangère, se nourrit essentiellement de l'abyssale misère des familles dans les campagnes semi-féodales et les villes prolétarisées. Si Cory Aquino veut survivre, il lui faut rapidement effectuer des investisse-

ments sociaux massifs en ville, une réforme agraire conséquente, une reconversion des plantations sucrières à la campagne. Tout cela coûtera des centaines de millions de dollars. Pour le président Reagan, il n'y a aucune raison que le contribuable américain paie ces nouveaux et faramineux crédits... alors que des milliards de dollars, volés par Marcos et les siens, dorment tranquillement dans les banques suisses.

Mais, nous l'avons dit, contre les émirs, le gouvernement de la Confédération ne peut rien. Il est plus impuissant qu'un nouveau-né. Les banques sont des forteresses impénétrables. Aucune loi ne permet à l'État, à son gouvernement, à son Parlement d'obtenir ne serait-ce qu'un renseignement sur l'identité du créancier, le montant du dépôt, la provenance des capitaux qui alimentent les comptes numérotés.

La pression du président Reagan, du FBI, du secrétaire américain au Trésor se fait de plus en plus forte. Le Conseil fédéral tente de tergiverser, d'expliquer sa singulière impuissance : depuis quelques années, les autorités américaines se montrent d'une grande brutalité envers la Suisse... L'administration Reagan ne s'en laisse pas conter et exige d'une manière impérative, menaces de sanctions commerciales à l'appui, le blocage, puis la restitution des milliards volés par le kleptocrate de Manille.

Drame cornélien au palais de Berne : faut-il violer la loi suisse, dresser contre soi les émirs, plaire aux Américains et donc bloquer les comptes ? Ou vaut-il mieux affronter les sanctions américaines, protéger le secret bancaire et laisser le Crédit suisse, l'Union de banques suisses, etc., remettre paisiblement leur magot à Marcos et à ses courtisans ?

Dans la nuit du lundi 24 mars 1986, l'illumination survient durant le dîner de gala offert par le gouvernement au président de la République de Finlande, Koivisto, dans le grand hall médiéval de l'hôtel de ville de Berne. L'atmosphère, du côté des ministres fédéraux, est sinistre : les pressions américaines – coups de téléphone, démarches diplomatiques, menaces de plus en plus précises sur les exportations suisses vers les États-Unis – se sont encore accrues pendant le week-end. Les convives se mettent à table. Le professeur Mathias Krafft, conseiller juridique des Affaires étrangères obtient des services sécurité de pouvoir pénétrer dans le grand hall. Il se dirige droit vers Pierre Aubert, ministre des Relations extérieures, et lui tend un papier. Aubert, rayonnant, se penche vers le président de la Confédération, Alphonse Egli. À peine les derniers discours prononcés, le dessert avalé, Egli réunit ses collègues dans le salon de l'hôtel de ville, où était tenu le dîner. Le Conseil fédéral décide de bloquer provisoirement, avec effet immédiat, tous les avoirs du kleptocrate, de sa famille, de ses alliés dans toutes les banques exerçant sur le territoire suisse. Tremblement de terre : c'est la première fois, dans l'histoire pluriséculaire du pays, qu'une telle décision est prise à l'encontre des émirs. Des fonctionnaires leur téléphonent dans la nuit même la mauvaise nouvelle. Quant au public médusé, il en sera officiellement informé par un communiqué, le mercredi 26 mars.

Le fondement juridique de cette téméraire décision ? Tout simplement la Constitution fédérale. Dans son préambule, celle-ci invoque Dieu, instance suprême : « Au nom du Dieu Tout-Puissant, la Confédération suisse voulant affermir

l'alliance des Confédérés, maintenir et accroître l'unité, la force et l'honneur de la nation suisse », etc. L'article 102, alinéa 8, fait l'obligation au Conseil fédéral de « veiller aux intérêts de la Confédération au-dehors » ; il doit notamment assumer « l'observation de ses rapports internationaux » ; il est « en général chargé des relations extérieures ».

Contraint de choisir entre les intérêts « du dehors » et ceux « du dedans », le Conseil fédéral, dans un accès de lucidité, a opté en faveur des premiers.

Ferdinand Marcos aura régné vingt-trois ans dans son palais de Malacanang. À partir de 1973, il gouverne par la répression des syndicats, de l'Église, des organisations paysannes ; par l'assassinat systématique des opposants d'envergure ; par la torture méthodique, la « disparition » fréquente d'hommes, de femmes et d'adolescents contestant tant soit peu sa mégalomanie, son despotisme, son insondable corruption.

Voici comment le kleptocrate organisait le pillage de son peuple :

1. Chaque année, Marcos prélevait des sommes équivalant à plusieurs millions de dollars dans les caisses de la Banque centrale et sur les fonds destinés aux services secrets.

2. En deux décennies, le Japon, ancienne puissance occupante, aura versé au gouvernement de Manille des centaines de millions de dollars au titre des réparations de guerre. Marcos prélevait sa part sur chaque versement.

3. Les Philippines sont un des trente-cinq pays les plus pauvres de la terre. La Banque mondiale, les organisations spécialisées des Nations unies, des œuvres d'entraide privées lui ont versé, au cours des ans, des dizaines de millions de dollars et ont investi d'autres millions dans de nombreux projets dits de développement. Marcos, sa cour, ses complices se sont servis avec une belle constance sur quasiment tous ces transferts, chacun de ces projets.

4. Vu la fâcheuse insoumission du peuple affamé, Marcos dut rapidement proclamer l'état d'urgence et le reconduire d'année en année. Concentrant entre ses mains à peu près tous les pouvoirs civils et militaires, il utilisait l'armée pour occuper puis exproprier des centaines de plantations, sociétés commerciales, sociétés immobilières et banques, appartenant à ses critiques, pour en attribuer la propriété à ses propres généraux, courtisans et hommes de main. De nombreuses sociétés et plantations passèrent ainsi directement entre les mains de sa famille et de celle d'Imelda.

Mais Ferdinand Marcos, vaniteux, avide et cruel, était aussi un homme prévoyant. Il ne se faisait guère d'illusions sur les sentiments qu'il inspirait à son peuple. Un consortium d'émirs helvétiques l'aidait à évacuer annuellement son butin. L'un d'entre eux fut même détaché spécialement auprès du satrape de Manille. Il le conseillait en permanence sur la manière la plus discrète, la plus efficace, de transférer à l'étranger et d'y réinvestir ses capitaux.

Quel est le montant total du butin planqué à l'étranger, principalement en Europe et aux États-Unis ? Une estimation sérieuse évalue le magot déposé au Crédit suisse et dans une quarantaine d'autres banques helvétiques à une somme comprise entre 1 et 1,5 milliard de dollars.

Le camouflage du butin de Marcos et des siens obéissait à une stratégie complexe. L'émir qui avait été détaché à Manille et son état-major s'occupaient pratiquement à temps plein (depuis 1968) de l'évaluation et du recyclage de l'argent. Ils réussirent à maintenir un contact quotidien avec le kleptocrate, y compris lorsqu'il sera (à partir de mars 1986) interné à la base aérienne américaine de Hickham, à Honolulu. Dans un premier temps, ces fleuves d'argent sale étaient dirigés vers de multiples comptes numérotés au Crédit suisse de Zurich. Premier lavage. Puis le butin était transféré à la société fiduciaire « Fides », où le magot changeait une deuxième fois d'identité. La société Fides appartient à l'empire du Crédit suisse. Finalement, troisième lavage : Fides ouvrait ses écluses, les fleuves boueux repartaient, vers le Liechtenstein cette fois. Là, ils s'engouffraient dans des structures préparées avec soin, les fameuses Anstalten (terme intraduisible, propre au Liechtenstein, signifiant approximativement : établissement). Au stade actuel des procédures, on a découvert onze. Elles portent toutes des noms poétiques : « Aurora », « Charis », « Avertina », « Wintrop », etc.

Détail pittoresque : dès 1978, afin de rationaliser le transfert des capitaux, Marcos nomma consul général des Philippines à Zurich un directeur du Crédit suisse !

Dans sa correspondance avec les émirs, le nom de code utilisé par Marcos est (dès 1968) « William Sanders » ; celui de sa femme, « Jane Ryan ». Les banquiers suisses créeront des dizaines de sociétés d'investissement au Liechtenstein, au Panama, achèteront des centaines d'immeubles à Paris, Genève, Manhattan, Tokyo, traiteront des centaines de milliers d'opérations en Bourse pour le compte du mystérieux couple Sanders-Ryan.

Malgré l'habileté proverbiale des émirs suisses, l'empire américain de Sanders-Ryan ne résistera que partiellement à la chute du satrape. Les juges new-yorkais inculpent Ryan-Imelda. Ils lui reprochent d'avoir effectué sur le territoire américain pour plus de 100 millions de dollars d'achats privés, réglés avec de l'argent volé au Trésor philippin. Des dizaines d'immeubles achetés de la même manière par Sanders-Marcos (ou ses sociétés-écrans) sont mis sous scellés. Les juges yankees – décidément sans vergogne ! – font même arrêter par Interpol l'un des hommes de paille les plus distingués du kleptocrate déchu : Adnan Kashogi, milliardaire saoudien. Il est cueilli au saut du lit, un matin de mai 1989, à l'hôtel Schweizerhof de Berne. Il sera incarcéré à la prison centrale de Berne, avant d'être extradé vers les États-Unis.

Mais que devient le magot planqué en Suisse ? La pression américaine est massive. Pour la première fois depuis que fonctionne le système bancaire helvétique, un plaignant d'envergure dispose des documents exacts prouvant la localisation, la provenance criminelle, l'identité des comptes. L'habituelle et commode défense des autorités suisses, invoquant l'inviolabilité du secret bancaire et plaidant l'ignorance ne suffit plus. Gloire à l'administration républicaine et réactionnaire du président Reagan ! Sa brutalité paie. Dans cinq cantons suisses sont ouvertes des procédures pour restitution de biens volés sur demande du gouvernement des Philippines.

Cory Aquino, excellemment conseillée par le tuteur américain, mandate trois hommes politiques et avocats respectés pour récupérer le butin : Guy Fontanet, de Genève, ancien conseiller d'État et conseiller national du Parti démocrate-chrétien ; le Zurichois Moritz Leuenberger, conseiller national du Parti socialiste ; le conseiller national Sergio Salvioni de Locarno, membre du Parti radical. Ces hommes honnêtes et expérimentés sont aujourd'hui épuisés. Car les conseillers fiscaux, les réseaux de convoyeurs du consortium bancaire helvétique ont fait un travail admirable de camouflage.

Manille est la capitale asiatique de la prostitution infantine⁽³⁾. Des millions de coupeurs de canne à sucre vivent dans le dénuement le plus complet. Leurs enfants tentent de survivre comme ils peuvent. La sous-alimentation, les maladies endémiques dues à la faim ravagent des centaines de milliers de familles sur les îles de Luçon, Mindanao, Vebu. En 1997 le produit national brut ne s'élève qu'à un peu plus de 40 milliards de dollars. (Il est d'environ 133 milliards de dollars en Suisse.) Les deux tiers des 58 millions de Philippins vivent dans ce que la Banque mondiale appelle pudiquement « la pauvreté absolue ».

Est-ce que ces enfants, femmes, hommes martyrisés ont la moindre chance de voir revenir au pays les milliards de dollars volés par Marcos et sa bande ? Honnêtement, je ne le crois pas. Des régiments d'avocats capables et brillants sont mobilisés au service de Marcos et de vingt-neuf autres titulaires de comptes séquestrés : ils interjettent recours après recours contre la moindre des décisions de procédure du plus modeste des juges cantonaux (généralement dépassé par l'enjeu de la bataille).

Au printemps 1998, une petite fraction seulement du butin est retourné aux Philippines.

2. Les Haïtiens

Printemps 1986 : un autre dictateur tombe. « Bébé Doc » Duvalier est vidé comme un malpropre de son palais de Port-au-Prince. Le même scénario se répète : le tuteur nord-américain de Haïti saisit un grand nombre de documents dans les bagages du fugitif. Il les transmet aux nouveaux satrapes de Haïti. Duvalier, sa famille, sa belle-famille avaient puisé dans les réserves de devises de la Banque nationale, pillé les entreprises d'État, vendu à leur profit des licences d'importation, etc.

Juin 1986 : une demande d'entraide judiciaire internationale arrive au palais fédéral de Berne. Même embarras. Mêmes pressions américaines. Le président Reagan exige la restitution du butin à l'État haïtien exsangue après quarante ans de règne du clan Duvalier. Le Conseil fédéral est contraint – poussé par le courageux ministre socialiste des Finances, Otto Stich – à ordonner le séquestre provisoire des fonds Duvalier et Cie dans les banques suisses.

Cette fois, l'essentiel du butin se trouve à Genève. Les empires bancaire multinationaux – Union de banques suisses, Société de banque suisse, Crédit suisse, etc. – pratiquent en effet une judicieuse division du travail entre leurs filiales. Zurich

draine les fonds en provenance d'Asie et du Moyen-Orient ; Genève, des pays d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique latine.

Le peuple misérable de l'île de Haïti a, comme le peuple philippin, très peu de chances de rentrer dans ses biens. Grâce à la farouche résistance des banques – on appelle cela « défendre son client par tous les moyens » –, aucune des multiples procédures engagées contre Duvalier et les siens n'est en voie d'aboutir. Pendant ce temps, « Bébé Doc » et son clan coulent une retraite somptueuse sur les hauteurs clémentes de Grasse. En 1998 ils déménagent au Jura. En 1998, la fortune des Duvalier, fruit d'un pillage féroce de plusieurs décennies, repose toujours sur les comptes numérotés de grandes banques suisses.

3. Les Zaïrois, aujourd'hui Congolais

Le peuple zaïrois est un mendiant assis sur un tas d'or. Le sous-continent zaïrois, grand de 2,3 millions de kilomètres carrés, regorge de richesses. Les sociétés multinationales minières, bancaires, commerciales étrangères, en collaboration parfaite avec l'oligarchie locale, pillent consciencieusement le pays. À Kinshasa (plus de 3 millions d'habitants), Kisangani, Lubumbashi même, les familles de fonctionnaires ne mangent plus qu'une fois par jour. Fin 1997, la dette extérieure s'élevait à plus de 9 milliards de dollars. Dans son bourg natal de Gbadolite, sur le haut fleuve, dans la forêt profonde qui, de la « Cuvette » (Zaïre), s'étend à travers les plaines bateke jusqu'au Gabon et à l'Atlantique, le maréchal Mobutu a construit un véritable Versailles de la jungle. 37 000 habitants, des cases en torchis, en terre battue... et des boulevards illuminés jour et nuit, une kyrielle de palais, des villas d'hôtes, des piscines, une fabrique de Coca-Cola, un gigantesque barrage hydroélectrique (situé à 15 kilomètres du village, à Mobayi, sur l'Oubangui), une cathédrale où des pères jésuites enseignent le chant grégorien aux petits génies de la tribu, un aéroport ultramoderne où atterrit chaque jour un Boeing 737 venant directement de Kinshasa.

Le Département d'État américain estime en 1997 à 5 milliards de dollars la fortune personnelle que Mobutu a placée à l'étranger. Quant au revenu moyen par habitant, il est de 180 dollars par an, ce qui fait du Zaïre le huitième pays le plus pauvre de la planète. Sous-alimentation, corruption, misère, répression policière font chaque jour des victimes. Face à la solide complicité du capital occidental avec le régime, d'une part, à la faiblesse, à la corruption et à l'indigence intellectuelle des quelques groupuscules d'oppositionnels exilés ou clandestins, d'autre part, l'horizon du peuple zaïrois est sombre : il se réduit à la promesse de nouvelles souffrances, d'humiliations répétées, de désespoir.

Mobutu, ancien indicateur de la police coloniale belge, était un des chefs d'État les plus complexes, les plus rusés que l'histoire tumultueuse de la décolonisation ait produits. Il jouissait de protections étrangères solides, et était prêt à en payer le prix. C'était un négociateur hors pair. Exemple : lors d'une de ses nombreuses visites « privées » à Washington (février 1987), Mobutu conclut avec le Pentagone un accord par lequel il cède aux États-Unis, par un bail à long terme, la base militaire

et aérienne de Kamina, au Shaba ; c'est désormais à partir de Kamina que les Américains organisent leur soutien logistique à l'UNITA angolaise. En contrepartie (outre les versements en devises en guise de loyer), le régime zaïrois obtient, en mai de la même année, un nouveau rééchelonnement de sa dette extérieure. Alors que le laxisme de sa politique économique est universellement reconnu, le régime arrache au FMI, en 1987, un crédit de 370 millions de dollars.

Le système dit de « sécurité intérieure » est redoutable : les unités de paracommandos entraînés par des Israéliens et des Français qui gardent Mobutu, son gouvernement, sa famille, sont pratiquement toutes originaires de la « Cuvette », de l'ancienne province de l'Équateur. Disposant de plusieurs palais présidentiels, d'un yacht somptueux, de demeures de repos, etc., Mobutu préfère dormir parmi les siens : son lieu de travail et de séjour ordinaire se situe au cœur du campement des unités de parachutistes de Kalina (quartier ouest de Kinshasa).

Cependant, contrairement à la plupart de ses homologues moyen-orientaux, asiatiques ou africains, Mobutu évite soigneusement de coloniser l'État et la société civile en y installant ses parents et ses amis. Il impose une rotation des cadres du gouvernement, du parti unique, de l'économie : périodiquement, toute la direction des sociétés d'État, des ministères, du parti, les gouverneurs de provinces, etc., sont remerciés et remplacés par des équipes nouvelles, qui se croient autorisées, chacune à son tour, à s'enrichir librement. La corruption, la prévarication, le pillage des deniers publics (la monopolisation des licences d'importation, d'exportation, etc.) sont ainsi érigés en méthode de gouvernement. Ce système assure la pérennité du pouvoir suprême. Chaque clan, chaque grande tribu, chaque réseau familial peut espérer passer un jour à portée de main des caisses publiques. Il lui suffit d'attendre, de rester docile et de faire preuve d'un minimum d'adhésion au régime.

Parfois se produit un petit imprévu. Exemple : un étudiant zaïrois contestataire installé en Europe, Nguzà Karl-i-Bond, est recruté comme ambassadeur et envoyé à Washington. Nguzà Karl-i-Bond devient Premier ministre en 1977. Puis il est destitué. Comme il ne supporte pas sa disgrâce, il part en exil à Bruxelles, où il publie un livre incendiaire contre le « tyran », prend contact avec des intellectuels européens anti-impérialistes, prétend négocier avec les États-Unis la constitution d'un gouvernement en exil. À cette époque, il m'adressera une lettre pleine de révolte, sollicitant un rendez-vous urgent à Genève et mon aide dans la dénonciation du régime. Quelques mois plus tard, le farouche opposant décide de rentrer à Kinshasa. Quelques liasses de dollars apportées par de discrets émissaires, la perspective de rouler bientôt de nouveau en Mercedes climatisée, d'occuper une luxueuse villa de fonction et de faire fortune ont eu raison de sa détermination. Karl-i-Bond, rappelé, devient ministre des Affaires étrangères, puis, de nouveau, Premier ministre.

J'évoque un souvenir. Un jour de printemps à Genève, le maître absolu du Zaïre, le maréchal Mobutu Sese Seko, débarque de son Boeing privé à l'aéroport de Genève-Cointrin. Tapis rouge, paroles mielleuses des officiels helvètes au pied de la passerelle. Portant sa toque de léopard (suggérant la filiation avec les Mwami Kongo), habillé d'une vareuse noire d'inspiration nord-coréenne (revue et corrigée

par le coûteux génie des couturiers parisiens), le pli du pantalon impeccable, le maréchal se dirige, suivi de ses courtisans au sourire onctueux, vers le hall central, puis vers la sortie. Ses gardes du corps bousculent les gendarmes genevois agacés. La colonne de Mercedes, dont plusieurs sont blindées, se met en marche dans la lumière de l'après-midi printanier. Direction l'hôtel Noga-Hilton, quai Wilson.

Mobutu, sa sœur, ses gardes, ses femmes sont en visite privée. Deux de ses enfants étudient à l'université de Genève. Le maréchal va loger quelques nuits au Noga-Hilton, chez son ami, le promoteur immobilier, courtier en pétrole et en coton africains, Nessim Gaon. Puis il ira rejoindre, pour un séjour de « repos », sa propriété de Savigny, immense demeure seigneuriale sur les hauteurs de Lausanne. Mais, pour l'instant, Mobutu reçoit ses banquiers genevois. Pendant ce temps, ses ministres, amis, officiers et femmes dévalisent les boutiques de luxe de la rue de Rhône, les bijouteries du quai des Bergues, payant les rivières de perles, broches de diamants, montres Rolex et bagues en or avec des liasses de billets de 1 000 francs suisses que les commis de banque viennent de glisser à leurs gardes du corps.

Devant l'hôtel, adossés à la balustrade du quai, quelques dizaines d'exilés zaïrois brandissent des pancartes maladroitement peintes de slogans usés : « Liberté pour les prisonniers politiques », « À bas la tyrannie ! », « Non à la torture de nos camarades ». Les promeneurs helvétiques de ce bel après-midi font un détour pour éviter la grappe d'exilés. Brusquement, de l'entrée de l'hôtel, surgissent des dizaines de gorilles zaïrois armés. Ils se ruent sur les étudiants. Ce sont de vrais professionnels : les jeunes tentent de fuir, mais les malabars les rattrapent, les uns après les autres. Par équipes de trois, ils les encerclent, les jettent par terre, les piétinent. La violence est telle qu'un membre du service de sécurité de l'hôtel, révolté, appelle la police genevoise. Deux gendarmes arrivent. Ils n'interviennent pas. Accrochées aux arbres du quai, les pancartes déchiquetées des étudiants se balancent mélancoliquement sous la brise de l'après-midi.

L'action des gardes du corps du maréchal est parfaitement illégale : les étudiants manifestaient pacifiquement sur la voie publique. Plusieurs étudiants se rendront plus tard au poste de police de la rue Pécolat et déposeront plainte pour coups et blessures. Aucune de ces plaintes n'aboutira. Comme disait un passant : « Des nègres ont tabassé des nègres... »

Mobutu est à l'époque un des hommes les plus riches de la terre : son immense pays recèle des gisements considérables de diamants, manganèse, cobalt, uranium et cuivre. Une bonne partie de sa fortune se trouvant dans des sous-sols de banques suisses, les émirs locaux touchent annuellement de juteuses commissions sur le trésor du chef d'État zaïrois. Bref : les autorités fédérales n'ont rien à refuser au respecté client des grandes banques. Quelques jours plus tard, quelques-uns de ces opposants seront poussés dans un avion de la Swissair, menottes aux poignets pendant tout le vol. Direction : l'aéroport de Ndjili, Kinshasa. La police secrète zaïroise réceptionnera les exilés à leur descente d'avion. Les vacances de Mobutu Sese Seko ont vraiment commencé à ce moment-là.

Lors de son départ de Suisse, trois semaines plus tard, les journaux – admiratifs – m'apprirent que le maréchal avait dû louer un camion de gros tonnage afin de convoier jusqu'à son Boeing privé la montagne de « cadeaux », d'achats de toutes sortes, que ses accompagnateurs avaient accumulés durant leur séjour au bord du Léman.

En juin 1997 les forces révolutionnaires de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques de Libération) de Laurent Kabila entrent à Kinshasa. Mobutu et les siens s'enfuient au Gabon, puis au Maroc. Le kleptocrate mourra peu de temps après d'un cancer à Tanger. Le nouveau gouvernement de la République démocratique du Congo demande au gouvernement suisse le séquestre des biens de Mobutu, de sa parenté immédiate et de ses principaux complices. Les comptes sont bloqués en Suisse. Mais uniquement ceux qui portent le nom de Mobutu (et des siens). Opération dérisoire : car l'empire financier du kleptocrate, qui pendant 38 ans (rapel : Mobutu est arrivé au pouvoir en novembre 1965) a bénéficié de l'assistance experte des meilleurs banquiers helvétiques, consiste à 99 % de sociétés offshore, de Anstalten du Liechtenstein, de comptes fiduciaires – en bref : d'avoirs dont une infime partie seulement sont sous le nom de Mobutu. La Suisse donc ne bloque qu'à peine 6 millions de dollars. Le reste des 11 milliards de dollars recherchés officiellement par le « Bureau des biens mal acquis » (titre officiel) du gouvernement de Kinshasa restent soi-disant introuvables.

Concluons : Dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Adam Smith écrit, en 1776 : « Wealth like health is taken from nobody » (« la fortune, comme la santé, n'est prise à personne »).

Erreur ! Les centaines de milliards de dollars provenant du Congo, des Philippines, de Haïti et de multiples autres pays du Tiers Monde, qui dorment sous le pavé de la Bahnhofstrasse de Zurich, du Corso Helvetico de Lugano ou de la Corratierie de Genève, ou encore qui transitent sur des comptes fiduciaires avant de rejoindre les marchés boursiers de l'Occident, sont le sang, la misère des peuples des trois continents. Pendant qu'en Afrique, en Amérique latine, en Asie les enfants se prostituent, meurent de faim, que les familles éclatent, que les hommes, les femmes cherchent en vain un abri ou un travail, les milliards de la corruption, de l'évasion fiscale, du pillage, détenus par les « élites » dirigeantes de ces pays, s'accumulent en Suisse.

Le chapitre XVIII du livre des Lévités (édition française de la Bible de Jérusalem) mentionne l'étrange et terrifiante histoire de cette divinité moyen-orientale qu'on appelait Moloch. Les Cananéens lui sacrifiaient régulièrement des enfants enlevés aux tribus prisonnières, aux familles les plus pauvres. Devant l'immense et impassible statue de bronze dressée sur une montagne en plein désert, un feu brûlait jour et nuit. Chaque treizième lune, des colonnes d'enfants tremblant de peur, misérables, affamés étaient amenées devant le monstre ; ils étaient égorgés, puis leurs corps dépecés étaient jetés dans sa gueule grande ouverte.

Comme Moloch, l'oligarchie bancaire multinationale helvétique se nourrit de la chair, du sang des peuples captifs, astreints au tribut, des trois continents les plus pauvres de notre planète.

Jean Ziegler

Jean Ziegler est Député de Genève au Parlement de la Confédération helvétique ; Professeur de sociologie à l'Université de Genève.

Il vient de publier : *Les Seigneurs du Crime, les nouvelles mafias contre la démocratie*, Éditions du Seuil, 1998, 308 pages.

UNE PUB VAUT MILLE BOMBES... LES CRIMES PUBLICITAIRES DANS LA GUERRE MODERNE

Certains criminels agissent de façon brutale : ils préfèrent l'arme à feu, le poignard, la bombe, la violence immédiate, en finir dans l'instant. D'autres, plus prudents, préfèrent prendre leur temps : le poison est leur arme favorite. *Discret, insidieux, invisible, lent et progressif.*

Pendant longtemps, nous avons cru que le monde de la marchandise, celui où tout s'achète et tout se vend, resterait confiné dans les limites du monde commercial. Que la part de notre vie qui échappait à la logique marchande et financière le ferait éternellement. Que l'éducation, l'information, la santé, les réseaux de transports, l'approvisionnement en énergie, la justice, la sécurité, les télécommunications resteraient aux mains de la collectivité. Nous avons même pensé que la qualité de l'environnement, de l'eau ou de l'air, la culture, s'y ajouteraient naturellement.

Mais c'est le contraire qui s'est produit. Dans tous les pays riches et avancés, le démantèlement des services publics a montré l'étendue de la guerre menée en souterrain depuis des années. Aidé par la chute du Mur de Berlin et du bloc de l'Est, l'univers de la marchandise a tout envahi.

Il a d'abord envahi les pays qui l'étaient peu, mais aussi, dans les pays de l'Ouest, les secteurs qui jusqu'ici échappaient à cette emprise. Éducation, santé, information, tout a été livré à la rentabilité, aux parts de marché, au succès commercial, à l'immédiateté. Le bras armé de cette conquête coloniale, c'est la publicité, qui prépare les esprits par son matraquage incessant et tue plus massivement qu'un lâcher de bombes.

Un de ses principaux acteurs, Oliviero Toscani, que ses campagnes à scandale pour Benetton ont rendu célèbre, dresse lui-même la liste dans son livre *La pub est une charogne qui nous sourit* (Hoëbeke éd., 1995), où il crache volontiers dans la soupe qui a fait sa fortune : « La pub tapisse désormais chaque coin de rue, chaque place historique, chaque square, les arrêts de bus, le métro, les aéroports, les gares, les journaux, les cafés, les pharmacies, les tabacs, les briquets, les cartes de téléphone, elle coupe les films à la télé, envahit les radios, les magazines, les plages, les sports, les vêtements, jusqu'aux empreintes des semelles de nos chaussures, tout notre univers, toute la planète ! (...) C'est Big Brother, toujours souriant ! Je trouve effrayant que tout cet immense espace d'expression, d'exposition et d'affichage, le

plus grand musée vivant d'art moderne, cent mille fois Beaubourg et le Musée d'art contemporain de New-York réunis, ces milliers de kilomètres carrés d'affiches placardées dans le monde entier, ces panneaux géants, ces slogans peints, ces centaines de milliers de pages de journaux imprimées, ces centaines d'heures de télévision, de messages radio, restent réservés à cette imagerie paradisiaque imbécile, irréaliste et trompeuse... ». Et tout cela financé par le consommateur, son coût étant intégré au prix du produit (« La pub est le premier impôt direct »).

Sous des noms divers : sponsoring, mécénat d'entreprise (rappelons que le mécénat est désintéressé, il y a donc abus de langage), communication, bartering, annonceur, parrainage, etc., la publicité a introduit l'intérêt commercial partout. Les exemples qui suivent montrent l'étendue et la cohérence de cette offensive.

L'enseignement

Aux USA, le câblage des écoles primaires n'a pas été réalisé par les autorités publiques, mais par des firmes privées. Elles ont équipé les écoles gratuitement mais, en échange, les programmes éducatifs de « Channel One » ainsi diffusés comprennent, pour 10 minutes de programme, deux minutes de publicité pour ces firmes. Toute l'année, les élèves sont ainsi intellectuellement harcelés par la promotion de produits commerciaux.

La France est à son tour touchée par ce phénomène et la pression est forte pour qu'il passe les murs de nos écoles. Par exemple, se glissant dans le vide de l'éducation sexuelle, jamais réellement dispensée par les enseignants, la firme Tampax offre un « programme éducatif » dans les collèges, pour les filles de 4^e et de 3^e. 60 000 adolescentes reçoivent ainsi déjà une information sur le corps, la santé, l'hygiène... et bien entendu sur les produits de la firme Tampax. Ces programmes sont dispensés sur le temps et dans le cadre des cours de biologie, que n'assurent donc plus les enseignants. Ces cours sont en effet subtilement donnés par des infirmières, transformées en « commerciales », qui distribuent des échantillons à la fin du cours. Trop heureux de se décharger d'une éducation qu'ils souhaitent en général ne pas faire, les enseignants ne s'y sont guère opposés, et les parents non plus. Un représentant de Tampax affirmait récemment dans la presse : « Les professeurs nous accueillent volontiers, voire nous sollicitent ». L'Éducation Nationale a béni l'opération : tout est gratuit, argument supérieur de toute réflexion d'État désormais !

Un accord récent entre l'Éducation nationale, les sociétés d'auteurs et les producteurs audiovisuels a autorisé la diffusion d'émissions télévisées dans les écoles : il suffit de sponsoriser ces émissions pour que la pub entre facilement dans un univers qui lui était interdit.

Combien d'établissements incluent aujourd'hui dans les repas de cantine des « boissons sucrées » qui ne sont autres que du Coca-Cola, sur pression de la firme ; les mêmes firmes de boissons pour jeunes (Coca, Fanta), installent « gratuitement » des distributeurs dans ces écoles, sans que jamais les établissements ne fassent un appel d'offre ou ne proposent une alternative : c'est gratuit...

Il en est de même pour les firmes qui « offrent » les maillots de football aux enfants des écoles, avec leur pub dessus naturellement ; mais c'est « gratuit », et dès lors le service public oublie qu'il est le service public...

Christian De Brie, dans le *Monde Diplomatique* écrivait il y a quelques années déjà : « Verra-t-on un jour l'enseignant sponsorisé dans les écoles et l'instituteur, couvert de badges, annoncer que la leçon d'arithmétique est "offerte" par une marque de jeux électroniques et la récréation par une boisson gazeuse au goût d'aventure ? ». À l'époque, De Brie faisait de l'humour, cela n'en est plus.

Quant aux universités, il est fréquent aux USA que les chaires soient, surtout en économie, financées directement par des firmes qui nomment les professeurs. Comme l'a montré Susan George dans un retentissant article du même *Monde Diplomatique*, de prestigieux intellectuels français en ont déjà bénéficié (un des chantres français de la révision historique du Mouvement ouvrier, François Furet, en tête). L'opération Fukuyama, du nom d'un fonctionnaire d'État américain auteur de « La fin de l'Histoire », montée artificiellement en épingle par un coup de pub génial, fut entièrement organisée par la firme chimique Olin ; comme celle de l'Appel de Heidelberg fut fabriquée de toutes pièces par les lobbies de la pharmacie et de l'amiante pour discréditer les écologistes. Des universitaires en mal de financement se sont prêtés dans les deux cas, avec beaucoup de complaisance, à ces manipulations.

La culture et les médias

Le modèle américain, pays où 90% de la culture est financée par des entreprises privées, a aidé les pays européens à démanteler leurs financements publics dans ce domaine. Progressivement, l'État, en France comme ailleurs, se désengage financièrement, mais aussi politiquement. 30% de la culture française sponsorisée l'est par des banques, des assurances et l'industrie agro-alimentaire, dont on devine le désintéressement. Qui peut croire que le contenu des œuvres ainsi encadrées ne change pas ?

La quasi-totalité de l'information écrite ne tenait plus financièrement, depuis des années, que grâce aux publicités pour l'alcool et le tabac. La directive européenne interdisant toute incitation à fumer, devenue en France la « loi Évin », a entraîné la chute de plusieurs publications et a affaibli les autres. Cela donne une idée de la fragilité qu'avaient atteinte nos médias, ligotés par ces firmes et totalement dépendants : un simple changement de stratégie de la firme ou d'un « dir. com. », et des publications pouvaient s'arrêter du jour au lendemain, ruinées. Qui peut alors s'étonner que les dénonciateurs des dangers du tabac, une des drogues les plus addictives, ne puissent jamais trouver écho dans la presse française (à l'inverse du haschisch, qui ne sponsorise personne et dont les « dangers », dérisoires en comparaison du tabac, font la une chaque semaine) ?

Pour la culture, un changement de mentalité se révèle peu à peu : bien des créateurs ne comptent plus sur leur succès auprès du public, mais sur la seule satis-

faction du financeur, dont dépend que l'œuvre existe ou non, avec les conséquences que l'on devine pour son contenu.

Le *sponsoring* atteint désormais 75% des émissions de TV en France (dont 20% pour les jeux stupides qui occupent les créneaux les plus suivis). Il a peu à peu remplacé, aux yeux des annonceurs, la publicité *stricto sensu* : c'est une réponse au zapping des téléspectateurs harcelés par la publicité, qui changent de chaîne quand elle arrive. Désormais, impossible d'y échapper, la publicité est *dans* le programme ! Pire, près de 50% du budget de France-Télévision vient des recettes commerciales alors qu'en principe il devrait y en avoir 0%...

Le comble s'appelle le « bartering » ; il s'agit tout simplement d'émissions entières proposées aux chaînes, clefs en main, déjà entièrement réalisées, avec la pub à l'intérieur : feuilleton, jeu, émission documentaire... La chaîne n'a rien à faire, elle n'a besoin de payer ni réalisateur, ni auteurs, ni techniciens, ni animateur, ni même la pellicule ou le studio, encore moins à réfléchir à comment séduire le téléspectateur, elle n'a pas à chercher l'argent pour produire, elle a juste à acheter une cassette et à la diffuser : le rêve...

De plus en plus, ces sponsors veulent sortir de la clandestinité et quelques bavures sont révélatrices. Le nom du sponsor est souvent plus gros que celui de l'artiste sur les affiches, défigurées par les logos. Pour un écrivain, que vaut une récompense où le nom de la firme figure dans l'intitulé, comme le Premio Strega ou l'AKO-Literatuurprijs ? Est-il valorisant de se produire au Belga Jazz Festival ?

La firme Cointreau avait sponsorisé au Zénith de Paris une soirée « Jeune Danse ». Mais son logo en lettres de feu, placé au fond de la scène pendant la représentation d'une chorégraphe très connue, n'a pas été bien perçu par le public, qui a hué le sponsor.

Tout ceci influence les contenus. Pour les fictions, par exemple, les histoires doivent être obligatoirement familiales (dans la maison, on peut glisser beaucoup de produits) ; les fins sont heureuses ; la politique, la religion, la réflexion sont bannies ; chacun doit pouvoir s'attacher aux héros, les méchants sont bien identifiés. Les chansons sont gaies. Les animateurs sont surtout des animatrices, à gros seins de préférence. Les œuvres ambitieuses ou de recherche n'ont aucune chance et le principe du « more of the same » (« toujours plus de la même chose ») règne en maître.

De façon plus radicale, des firmes financent entièrement des chaînes, notamment dans les pays trop pauvres pour produire leurs propres programmes. En Afrique, par exemple, sévit Nestlé, qui matraque ainsi la pensée unique et la culture dominante de l'Occident triomphant aux téléspectateurs qui n'ont pas d'alternative, ni d'accès à leur propre culture. Ailleurs, les grands instituts d'« études » et d'expertises scientifiques, créés par les firmes elles-mêmes, alimentent en pensée unique les médias peu pressés à chercher l'information à la source. C'est ainsi que les pires absurdités se répètent et se perpétuent ; pour aller dans le même sens que ce que la publicité impose. Le scandale de l'air pollué à Paris a mis dix ans à pénétrer nos journaux financés par l'industrie automobile ; celui du travail des enfants

dans certains pays également : ces enfants travaillent pour les principaux sponsors de nos chaînes (la firme Nike en tête). Le célèbre Jean-Pierre Coffe, pourtant largement utilisé par la publicité, mais qui a quitté la télévision écoeuré par ce qu'il y a vu, avouait récemment au *Parisien Libéré* : « Essayez d'aller sur F2, F3 ou une chaîne commerciale et d'émettre une critique sur un produit du groupe Danone. C'est interdit, vous êtes coupé. Et comme moi, je suis un homme libre, je n'ai pas envie de me soumettre. Voilà pourquoi je fais autre chose. » Les autres animateurs n'ont pas eu ces pudeurs.

Pour les fanas du zapping, qui changent de chaîne dès que la publicité interrompt leur film, la parade a été trouvée : la pub n'est plus dans la coupure publicitaire, mais dans le film lui-même. Le dernier chic en effet est d'acheter quelques secondes d'un film d'une « major company » et d'y glisser sa propagande. Des succès internationaux (*Total recall*, *Retour vers le futur 2*, *Jour de tourmente*, tous les *James Bond*) sont ainsi truffés de produits en gros plan avec le nom de la marque, inserts conçus par les firmes elles-mêmes et non plus par l'auteur, le réalisateur ou le producteur ; les scénaristes, eux, doivent adapter leur histoire à cette présence qui arrive parfois comme un cheveu sur la soupe. En France, les deux « *Visiteurs* », triomphes publics, ont porté ce principe à son point culminant, en utilisant la force parodique de l'effet.

Le sport

80% du *sponsoring* du sport – en réalité de la compétition et non de la pratique sportive – va aux sports mécaniques et les émissions sportives qui les montrent sont sponsorisées... par les mêmes firmes.

Une seule compétition sportive, le Prix automobile de Monaco en 1992, a vu apparaître à l'écran le même nom d'une firme de tabac... 1134 fois, alors que c'est interdit.

La course de chevaux de Pardubicka en Tchécoslovaquie, voulue délibérément très dangereuse, a offert aux téléspectateurs du monde entier, de spectaculaires chutes de chevaux ; plusieurs ont du être abattus à cause de leurs pattes fracturées. Ce show, véritable massacre à destination d'un public morbide, a tellement ému les amis des animaux qu'une campagne de boycott a été lancée contre les sponsors, dont les cognacs Martel, jusqu'à ce qu'ils renoncent.

De nombreuses compétitions sportives, qui auraient du être interdites pour de mauvaises conditions météo par exemple, ont été maintenues à cause des horaires des TV et des contrats avec des firmes qui attendaient leur passage à l'antenne à ces moments de grande écoute. Le nombre élevé de compétitions multiplie les occasions de promouvoir les marques, il est donc en pleine inflation. Les athlètes s'y épuisent, d'autant plus que les sponsors exigent des records en permanence. Ceci a fait exploser le marché des anabolisants et autres dopants, qui ont tué plus d'un sportif et faussent l'esprit du sport.

De faux conflits ont multiplié les « autorités mondiales » de chaque discipline, ce qui multiplie les championnats (en boxe : quatre différents). Pour arranger les caméras, les horaires et les règles sont modifiés. On a vu des marathoniens courir en pleine chaleur pour ces raisons. On s'en doute, ces pratiques ont augmenté les pres-

sions en faveur de toutes les tricheries. L'affaire Tapie n'est mise au jour que pour mieux couvrir des méthodes largement généralisées.

La publicité ne se contente pas de choisir quoi financer, elle invente ce qu'elle veut exactement. Une exhibition aussi lamentable et colonialiste que le Paris-Dakar a été créée de toutes pièces par les annonceurs, elle n'était demandée ni par les sportifs ni par les amateurs de rallyes. Elle n'a pas d'autre but que faire vendre des produits.

Les retransmissions télévisées d'événements ou d'épreuves sportives ne dépendent que des sponsors, non de leur importance réelle ou du goût des spectateurs. Des épreuves intéressantes ne sont même pas mentionnées, tandis que le golf, qui n'intéresse que peu de gens en France, règne partout. Et pour cause : les golfs construits un peu partout ont l'avantage juteux de permettre de contourner certains obstacles législatifs à l'immobilier sur des terrains protégés...

Berlusconi, patron de club, exigeait à une époque des footballeurs du F.C. Milan un « look » qui leur permette de passer souvent à la TV. Il choisissait des blonds, plutôt beaux gosses, même moins bons joueurs, mais plus médiatiques. Ailleurs on demande aux joueuses de tennis de raccourcir leurs jupettes, pour émoustiller le consommateur, mâle évidemment.

Mais le pire est à venir, le parrainage électronique. Une première tentative a eu lieu récemment. Cela consiste à ajouter à l'image réelle des éléments virtuels. Par exemple dans un match de foot retransmis, un 23^e joueur, entièrement réalisé électroniquement, tape dans un ballon tout aussi électronique, recouvert de la publicité d'une marque (*Axe* en l'occurrence). L'expérience a été refusée, mais pour des motifs pour le moins légers et provisoires, si l'on en croit le directeur de la Fédération française de football : « Nous avons demandé l'annulation, car rien n'avait été négocié avec nous. Les droits de publicité virtuelle appartiennent à la F.F.F. » (*Libération*, 11 février 1998). À ces propos cyniques répond l'attitude du C.S.A. qui, lui, sans états d'âme, avait accepté.

Comment être surpris quand on sait que tous les grands patrons de l'olympisme ou des fédérations internationales ont été ou sont liés aux grandes firmes intéressées, et continuent à être payés par elles durant leur mandat. Que les marchés juteux sont accordées à ces firmes, tandis que celles qui ne « crachent » pas sont éliminées sans pitié. Si l'on enquêtait sérieusement dans ce domaine, on s'apercevrait que la politique est en comparaison bien moins corrompue que le sport. On est moins surpris alors de voir les grands capitaines d'industrie, les rois de la corruption tous azimuts (Tapie, Berlusconi, pour ne citer que les plus connus et condamnés) ont investi à fond dans les clubs dont ils s'affichent les dirigeants. « Le *sponsoring* est une manière légale de blanchir l'argent sale », a pu dire un élu européen, évoquant les liens étroits entre sport et mafias.

L'environnement et la solidarité

Les firmes les plus polluantes rivalisent à qui montera la « fondation » ou l'association la plus dynamique pour aider à la qualité de l'air, de l'eau, du paysage, les énergies renouvelables ou la valorisation des déchets. E.D.F., la COGEMA ou l'industrie

chimique sont toutes très actives en ces domaines qu'elles détruisent d'un côté et aident à réparer de l'autre, gagnant dans les deux cas, en image de marque ou en subventions. E.D.F., plus gros saccageur de rivières de France, ne manque jamais d'aider un festival de films de pêche ou une manifestation de kayaks, utiles pour neutraliser les associations dans les conflits sur le terrain. C'est tout le travail associatif qui est ainsi utilisé, détourné, discrédité.

De même les O.N.G. « humanitaires » sont gangrénées par de pseudo-O.N.G. entièrement montées par les firmes agro-alimentaires ou pharmaceutiques, qui en font des têtes de pont pour leur produits. On écoule ainsi, par exemple, des produits pharmaceutiques interdits en Europe ou ayant dépassé les dates de péremption, ou l'on prend des contacts juteux dans certains pays dévastés dont les élites sont aisément corruptibles. Les mêmes, en rendant de précieux « services » à des officines plus secrètes, reçoivent de divers gouvernements des appuis irremplaçables. La « politique africaine » de la France a beaucoup utilisé, sous la droite comme sous la gauche, ce type de relais.

La politique

Les publics américains et français ont cru naïvement que les déboires du président Clinton avec sa braguette étaient une affaire de gaudriole. Sous ses dessous scabreux, l'affaire est en réalité économique-financière. Envoyé par le puissant lobby du tabac, Kenneth Starr, le procureur qui s'est acharné sur Bill Clinton, était leur ancien avocat. C'est parce que la politique sanitaire du président contrecarrait leurs intérêts, notamment par l'interdiction de toute publicité en faveur de leurs produits, que les grandes firmes ont lancé cette offensive. La vogue puritaine a fait le reste, et le pittoresque dont les grands médias sont plus friands que d'analyse de fond.

Plus sérieusement, c'est une banalité de dire que les politiques étrangères sont plus souvent menées par quelques firmes pétrolières que par les États. Sans Shell dont les intérêts étaient menacés par son action publique, Ken Saro-Wiva n'aurait jamais été pendu au Nigéria. Sans Total, qui a fait déporter des milliers de paysans birmans obstinés à vivre sur le territoire de son projet d'oléoduc (75% des investissements étrangers en Birmanie), la prix Nobel de la Paix Aung San Suu-kyi serait libre et... Premier ministre à la place des dictateurs militaires. Les exemples sont légion et la simple liste des crimes politiques commis sur ordre de Elf en Afrique tiendrait des pages.

On comprend mieux l'utilité du matraquage publicitaire pour faire le silence (en achetant les médias), corriger l'image et se faire passer pour d'inoffensifs commerçants.

L'idéologie

Chacun a pu faire la comparaison entre publicité et propagande, comme s'il y avait une différence de nature, alors qu'il n'y a qu'une différence d'objet, qui s'estom-

pe aujourd'hui lorsque des politiciens (Bush, Gorbatchev, Alexandre Kwasniewski) vantent des produits dans des spots, et lorsque d'autres sont promotionnés (qui ne signifie pas « promu », n'en déplaît à l'Académie) par des agences de publicité célèbres.

Le parallèle avec la propagande des régimes totalitaires est patent, par exemple avec l'idéal nazi. Les personnages montrés sont conformes aux modèles dominants, aujourd'hui comme à l'époque. Les hommes sont bien bâtis, les filles blondes aux seins généreux, tous sourient et sont unanimes quoi qu'il arrive. Les lieux sont toujours les mêmes : des villes propres et belles, des campagnes charmantes et ensoleillées, la mer ou un autre lieu de tourisme enchanteur, le Tiers Monde est exotique et bon-enfant, comme au Club Méditerranée. Le corps y est souverain, le décor volontiers futuriste, mais un futur agréable, auquel on aspire, la compétition semble être le seul moteur des gens, la puissance et la force sont exaltées, l'exploit constamment évoqué. Cet idéal de « bonheur scout » que dénonce Toscani dans son livre, évoque irrésistiblement les images des magazines nazis ou leurs films édifiants (Toscani montre comment l'image de Claudia Schiffer réalise le rêve de la Hitlerjugend). Mais aussi celles du réalisme socialiste russe, chinois ou coréen, dans leur propagande pour la jeunesse. Surtout, à l'image du slogan des camps, la joie y est obligatoire et le « naturel » si forcé qu'il ferait rire au cinéma.

Les choix dominants sont aussi révélateurs : alcool et tabac, voitures et vitesse, achats futiles et coûteux, ou produits alimentaires de basse qualité présentés comme consommation d'élite. La pub joue constamment sur le désir sexuel, rarement avec finesse, mais plutôt avec une grivoiserie sans grandes variantes.

Elle renforce toujours le discours contre l'environnement, les droits sociaux, le Tiers Monde réel, la pauvreté, la citoyenneté, sauf quand il est nécessaire de les singer... C'est le règne du libéralisme absolu, qui renforce l'unanimité des éditorialistes économiques des médias où elle est diffusée. Et bien entendu la petite touche de rébellion, si incitative à l'achat, et la fausse novation.

C'est le règne souvent dénoncé de la « ménagère de moins de 50 ans » censée représenter le consommateur moyen, dont la dictature sur l'audience est responsable du laminage généralisé de la qualité. Elle vend, dit Toscani, « un modèle frelaté et hypnotique du bonheur » dans lequel, avec le produit proposé, le consommateur est censé acheter la jeunesse éternelle, la puissance ou l'énergie, la santé définitive. Et il ajoute ce résumé consternant de l'immense majorité des publicités passant sur nos écrans : « Ah que c'est bon d'avoir 20 ans, de rouler en 4 X 4 au bout du monde et de sauter dans l'eau pétillante avec des pépées canon en souriant à grandes dents ». Un rêve bourgeois, colonisateur, dominateur, occidental et blanc, proposé comme modèle de société, comme conception du monde en lieu et place des grandes idéologies défaits.

Comme dans le régime nazi, les déviants à ce modèle sont éliminés du monde que transmet la pub : ceux qui ne ressemblent pas à des Aryens, ne sont pas hétérosexuels, ni en bonne santé, n'ont pas l'aisance que donne l'argent, ne sont pas agressifs face au monde, n'ont pas le physique conforme, les non-productifs, les contestataires,

les pacifistes, les malades, les pauvres, les « losers »... Comme dans toute propagande totalitaire, force et puissance se dégagent des muscles des buveurs de bière ou des pilotes de véhicules. La victoire est omniprésente, que le héros coure ou drague, pilote ou affronte un patron.

Enfin, elle ne joue qu'avec les stéréotypes et chaque fois pour les enfoncer encore plus dans les têtes : stéréotypes masculin et féminin, nationaux, ruraux, jeunes, banlieusards, etc.

Des chiffres

Pour s'amuser comparons :

- En 1994, la publicité (stricto sensu) a dépensé 330,5 milliards de francs en Europe, 406,7 milliards aux USA et 172 milliards au Japon ;
- Ces chiffres sont l'équivalent de 50% de la dette de toute l'Amérique du Sud, ou bien 100% de la dette du Moyen-Orient ou celle de l'Afrique du Nord.
- En France par comparaison, le budget de la Culture est d'environ 50 milliards.

Un crime contre les esprits

À l'image de ces bombes modernes qui tuent tout ce qui vit en préservant les bâtiments et les équipements, la publicité tue toute activité intellectuelle et citoyenne en laissant vivre dans l'individu les seuls réflexes de consommation, comme des chiens de Pavlov surconditionnés. Doute, pensée, idées, désintéressement, développement spirituel et personnel, intérêt public, sens collectif et solidarité, tout est balayé comme obstacle à la pensée unique : acheter. La culture marchande ne se distingue plus de la culture tout court, comme un spot publicitaire ne se distingue plus d'un court-métrage ou d'un clip musical : même personnages, mêmes références, même mise en scène, même montage, mêmes clichés, même esthétique, même situation de type sitcom – et pour cause, les metteurs en scène sont les mêmes.

La régression culturelle aidant, et la passivité encouragée, la publicité est souvent la seule information dont disposent certains citoyens, sur les produits, les pays étrangers, ou les éléments du savoir. Les jeunes sont plus particulièrement atteints par ce phénomène. Principal plagiaire, surtout du cinéma, la publicité ne vit que de ce qu'elle singe ou pille, on chercherait en vain une idée originale issue de ses rangs. Ce pompage, payé cent fois plus cher que l'œuvre plagiée, n'en vaut pas la chandelle : tant de « brainstorming » pour un résultat si pauvre, si peu efficace (son impact sur les ventes est globalement dérisoire), c'est un innommable gâchis. Mais il entretient la confusion.

Pour un téléspectateur moyen, la différence entre une émission, un documentaire ou un film de fiction, et la publicité, s'estompe. On croit autant celui qui présente le journal télévisé que le comédien qui vante une voiture ou on le croit aussi peu. Tant il est vrai que ce qui n'a pas été « vu à la télé » n'existe pas (rappelons-nous la

guerre du Golfe) et que ce qui a été vu, même bidonné, est accepté (même exemple).

La publicité est aussi le principal vecteur du virtuel, dont la promotion ne vise pas à le faire rivaliser avec le réel, mais bien à le remplacer, comme le montre bien l'acharnement de certains produits à se faire passer pour ceux, authentiques et prestigieux, auxquels ils veulent se substituer (exemple : les pubs pour le thé Lipton tournées dans l'Himalaya, ou celles pour le riz américain tournées dans les rizières d'Asie qu'il va ruiner).

Le monde de la pub, organisé comme une mafia, fonctionne comme elle, au service de l'idéologie la plus autoritaire qui soit. Le harcèlement commercial qu'elle fait déferler jusque dans les endroits les plus reculés du monde ne laisse pas à ses opposants d'espace pour survivre. Il faut donc saluer les nouveaux combattants de cet anti-capitalisme du XXI^e siècle : Résistance à l'Agression Publicitaire en France ; London-Greenpeace, elle, a mené le procès contre McDonald qui les accusait de mensonge préjudiciable à leur image de marque. Et bien sûr le « sous-commandant Marcos de l'anti-pub », Kalle Lasn, de Media Foundation, qui réalise des contre-spots, des anti-slogans, démonte les publicités en révélant leurs mensonges, et a créé les « Journées sans achat ».

Il faut démanteler l'univers de la publicité comme on le fait pour les armes de destruction massive, puisqu'elle en est une. Inutile ou néfaste socialement, environnementalement, artistiquement, culturellement, et même commercialement (les produits de qualité se vendent souvent sans pub), ce « crime contre l'intelligence, la créativité, le langage » (Toscani encore), qui nous propose une vision machiste, raciste, colonialiste, totalitaire, occidentale et excluante, ne sert que ceux qui nous conduisent à l'abîme.

Arme psychologique, elle remplace les armes classiques, nucléaires ou chimiques, car aujourd'hui le capitalisme doit garder vivantes ses victimes, transformées en simples consommateurs : il ne tue plus, il décère. Cette offensive généralisée de la marchandise crée famines, catastrophes écologiques et sanitaires, chômage et exclusion. Ses missiles s'appellent publicité. L'offensive s'effectue au travers des nouvelles dispositions de l'O.M.C., des traités européens (Maastricht, Amsterdam), des accords de mondialisation (A.M.I., N.T.M.), et grâce à ses instruments (F.M.I., Banque mondiale, banques centrales). Cette première guerre planétaire a désormais pris le relais des deux guerres mondiales classiques : elle a déjà fait plus de morts...

Yves Frémion

Yves Frémion est écrivain et journaliste, auteur de plus de 80 titres en tout domaines. Il anime les ateliers du Tayrac, édition associative. Vice-président du réseau Voltaire et du conseil permanent des écrivains. Il dirige la série « la Planète verte » chez Hachette Jeunesse.

Écologiste, il a été député européen et chargé des Relations internationales des Verts. Il est actuellement conseiller régional d'Ile-de-France.

Derniers ouvrages parus : *Déluge sur Monteyrac* (Hachette), *Attention chien léchant* (Audie), *Le Tueur* (Gallimard).

QUAND BIEN MEME NE SUFFIRAIT PAS L'ABOLITION DU CAPITALISME...

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage »

Jean Jaurès

D'abord un aphorisme : « Allons donc ! des guerres il y en a toujours eu et il y en aura toujours ». Et puis sa consolidation : « Voyez ce qui s'est passé dans les pays socialistes. »

C'est vrai, des guerres il y en a toujours eu, des guerres entre tribus ou ethnies, entre principautés, entre États, les puissants imposant par la force leur domination sur des populations pour conquérir leurs terres, s'emparer de leurs richesses et réduire en esclavage leurs hommes et leurs femmes. La guerre n'est jamais qu'un des moyens de domination des faibles par les puissants.

Avec le capitalisme la guerre prend d'autres dimensions, un autre sens. Elle cesse d'être localisée pour être mondiale, planétaire... et demain ? Cosmique ? Elle prend un caractère permanent. Cela commence par la guerre économique, la guerre idéologique, s'accompagnant de mesures de blocus et aussi comme autres préalables les conflits de « basse intensité » et de sérieux conflits locaux susceptibles de généralisation à l'ensemble du monde. Une fois « terminée », la guerre se pérennise comme on l'a vu et on le voit avec la guerre du Golfe, les États-Unis victorieux imposant à la population irakienne un blocus plus meurtrier que la guerre elle-même. La guerre affecte le monde en permanence à telle enseigne que, comme la température pour la maladie, la guerre maintenant se mesure en degrés : guerre chaude ou guerre froide, une nouvelle guerre froide entre pays du Nord et pays du Sud ayant pris la relève de l'ancienne guerre froide entre l'Est et l'Ouest.

Enfin la guerre (comme les guerres localisées) n'épargne personne : c'est par millions que se chiffrent les victimes, militaires et populations civiles parmi lesquelles les enfants (voir le rapport de l'UNICEF). L'utilisation d'armes de destruction massive de plus en plus sophistiquées, ne vise pas seulement les forces militaires, et de même le blocus, la vieille méthode du siège que préconisaient déjà les États-Unis, au siècle dernier à propos de Cuba lorsqu'ils voulaient substituer leur domination à celle des Espagnols. L'ordre du jour adressé en 1898 par le secrétaire d'État à la guerre Bekenbridge au général Miles commandant le corps expéditionnaire américain à Cuba mérite d'être à nouveau cité tant il est révélateur des

méthodes utilisées pour asseoir une domination sur les peuples : « Nous devons nettoyer le pays, et ce, même s'il nous fallait recourir aux moyens dont la Divine Providence s'était servie à Sodome et Gomorrhe. Nous devons détruire tout ce qui se trouve à portée de nos canons. Il nous faut imposer le blocus afin que la faim et la peste réduisent le nombre de civils et déciment l'armée. »

Il faut aller encore plus loin. La guerre répond aux besoins du capitalisme. Un florissant commerce des armes génère d'immenses profits, des profits illicites, criminels, que Fidel Castro, à propos de la course aux armements, dénonçait dans son discours au septième sommet des non-alignés : « Ce génocide par omission que l'humanité commet chaque jour en condamnant à mort des milliers d'êtres humains par le seul fait d'allouer tant de ressources au développement des moyens de les tuer d'une autre manière. »

Pour nombre de tenants du capitalisme pour qui « mieux vaut la guerre que le chômage », elle constitue un moyen idéal de résorption du chômage : elle sacrifie des travailleurs inutiles, et, la paix retrouvée, elle constitue la source de nouveaux profits dans la reconstruction.

Mais la guerre est aussi, et peut-être surtout, dans la nature intrinsèque du capitalisme dans la mesure où elle est un instrument quasi incontournable de solution des concurrences conflictuelles dans le contrôle de marchés, où la réduction constante du pouvoir d'achat que génère la loi du profit réduit d'autant les débouchés disponibles.

N'est-ce pas tout cela que sous-entend la formule de Jaurès ? Même si son auteur, première victime de la guerre 14-18, n'en a pu connaître l'abominable boucherie, pas plus qu'il ne pouvait imaginer les bombardements aveugles de populations civiles, les villes et les villages incendiés (les Oradour et les Lidice), les déportations et les camps d'extermination, et l'utilisation de l'arme nucléaire sur les populations de deux villes d'un Japon prêt à capituler. Mais c'est sans doute extrapoler la phrase de Jaurès que d'en tirer ce qu'il n'a pas dit, qu'il suffirait d'abolir le capitalisme pour mettre fin aux rapports d'exploitation et de domination et assurer aux individus et aux peuples le bonheur, la liberté et la Paix. On peut seulement dire que la guerre est inhérente au capitalisme, ce qui ne veut pas dire qu'il en aurait le monopole. Cela veut dire simplement que dans le capitalisme la guerre n'est pas éradicable, alors qu'elle peut l'être une fois évincé le capitalisme.

En ces temps de désespérance, pour obtenir des individus et des peuples qu'ils se résignent à la pérennité du capitalisme, on leur présente comme une utopie irréalisable la construction d'un monde libéré des rapports d'exploitation sur les hommes et de domination sur les peuples, et pour cela rien n'est plus facile que de tirer un trait sur le socialisme à partir de la déroute d'une expérience, et à partir de ses dérapages et de ses erreurs dont certaines ont été tragiques.

Certes la formule maintes fois répétée « Le socialisme, c'est la Paix » a procédé d'abord d'un raisonnement *a contrario* trop simple : puisque le capitalisme génère la guerre, l'abolition du capitalisme élimine la guerre en éliminant la cause. Plus substantiellement, il était cohérent de considérer que, l'ambition du socialisme

étant de mettre fin aux rapports d'exploitation et de domination, la guerre, moyen extrême de domination sur les autres peuples et sur son propre peuple, est un phénomène étranger au socialisme.

De fait, l'imprégnation de fraternité humaine des idéaux de toutes les écoles successives du socialisme emportait nécessairement le corollaire du pacifisme, et c'est cette cohérence qui devait inspirer l'un des premiers actes de la Révolution socialiste au pouvoir lorsque Lénine signait le célèbre « Décret sur la Paix », et son appel à l'intervention des peuples par opposition à la diplomatie secrète. Sans doute par la suite, cette proclamation solennelle a-t-elle été souvent perdue de vue, mais encore faut-il en relativiser les raisons, car il est irrecevable de fermer toute ambition au prétexte d'une ambition déçue.

De cela le capitalisme lui-même ne peut pas être disculpé. Il faut d'abord souligner le rôle pervers joué par la situation de guerre à laquelle l'Union soviétique s'est trouvée confrontée en permanence : l'intervention des anciens adversaires de la guerre 14-18 se liguant contre le jeune État Soviétique considéré comme un exemple dangereux (n'y avait-il pas la révolution spartakiste, les mutineries dans l'armée française) ; puis l'appui à Hitler et aux régimes fascistes considérés comme des remparts contre le communisme ; ensuite, après la défaite des régimes fascistes, grâce en grande partie aux sacrifices de l'URSS, la guerre froide avec des menées subversives contre l'URSS et ses alliés, la menace d'utiliser l'arme atomique dont les États Unis jusqu'en septembre 1949 avait le monopole ; enfin le fol engrenage de la course aux armements.

Il est dès lors impossible de ne pas placer dans ce contexte tout ce qui dans la politique soviétique s'est éloigné de l'esprit du « décret sur la paix », pour substituer à l'investissement pacifiste dans le mouvement des Peuples l'option des solutions militaires et des négociations entre puissances, d'en occulter l'imprégnation défensive, si mauvaise conseillère qu'elle fût.

Certes, il sera difficile aux historiens d'arbitrer, même dans l'incontestable rôle joué par l'Union Soviétique au profit de la paix mondiale et qui motiva grandement les solidarités dont elle bénéficia, ce qui tient à la cohérence des idéaux socialistes ou au souci de sa sécurité.

Cela n'empêche pas de devoir reconnaître tout le volet positif du bilan, notamment le rôle joué par l'URSS dans l'élaboration des nouveaux principes de droit international consacrés par la Charte des Nations unies faisant du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, de la non ingérence dans leurs affaires et de la solution négociée des conflits, les règles des relations mondiales. Les puissances capitalistes à commencer par les États-Unis, n'ont accepté ces règles qu'à leur corps défendant, si bien qu'ils n'ont cessé de les violer et de s'employer à les éliminer pour revenir au bon vieux droit précédent, exclusivement fondé sur les rapports de puissances.

Le drame est que l'URSS se soit elle-même laissée attirer sur ce terrain en mettant la Paix en dépendance des négociations de chancelleries et des compromis entre super puissances. S'ajoutent à cela les conséquences dommageables de l'idéo-

logie de la « forteresse » qui, comme l'idéologie sécuritaire produisait au plan interne des phénomènes de surétatisation, devait engendrer une psychose défensive dans la responsabilité de laquelle on ne peut faire confortablement abstraction du rôle qu'ont pu jouer l'état de siège et les provocations incessantes du capitalisme.

Curieusement, paradoxalement, le basculement semble s'être situé avec Krouchtchev, quand la logique de l'appel de Stockholm, eut cédé la place à la stratégie de la godasse sur la tribune de l'ONU, puis au téléphone rouge et à la logique de la course aux armements, et de l'idéologie de « forteresse » qu'elle générait, aux divers accords SALT, jusqu'au piège fatal de l'illusion tchevernadzienne que le sort du monde était dans le ami-ami des deux superpuissances.

Il reste que l'histoire a montré qu'il peut y avoir des conflits armés entre pays socialistes où l'explication par le contexte d'un environnement capitaliste n'est pas nécessairement convaincant. On n'en était déjà pas loin entre l'URSS et la Chine, et il a fallu franchir le pas des prises de consciences douloureuses lors de l'agression chinoise contre le Vietnam. On découvrait, avec déchirement, qu'il pouvait y avoir des guerres entre pays socialistes. Il fallait donc tout réviser, là aussi apprendre à ne pas idéaliser : le socialisme aussi pouvait porter en lui la guerre. Était-ce un démenti à l'antithèse fondamentale ?

On apprenait simplement que le socialisme n'élimine pas *ipso facto* la guerre, comme on avait (douloureusement) appris qu'il n'éradiquait pas *ipso facto* la délinquance, la corruption, le carriérisme.

Alors ? Jaurès nous l'avait-il baillée bien belle ?

Est-ce parce qu'il y a eu Tchernobyl, parce qu'il y avait encore des accidents du travail, de l'alcoolisme, des voleurs dans les pays socialistes, que cela disculpe le capitalisme de sa culpabilité intrinsèque dans le caractère massif des déviances qu'il secrète ?

L'une des erreurs principales des idéologues des pays socialistes, et plus particulièrement des thuriféraires de l'État, aura sans doute été d'omettre le caractère transitoire du système qu'ils avaient en charge, de perdre de vue la distinction classique entre une étape de société régie par une compétition conflictuelle dans la répartition du disponible et une étape qui en soit délivrée.

Le socialisme ne met pas fin du jour au lendemain à l'insatisfaction de tous les besoins des hommes, et force en est d'en déduire que tant qu'il y aura compétition conflictuelle pour la répartition du disponible, il ne pourra pas ne pas y avoir compétition de maîtrise donc de domination.

Pourquoi ne pas revenir alors à l'idée toute simple que la guerre est le moyen ultime de domination ?

C'est en cela que l'on peut dire qu'« *homo homini lupus* » mais en cela seulement, et donc que la guerre n'est pas éliminée *ipso facto* par l'abolition du capitalisme, mais le sera lorsque cette abolition aura permis à l'homme de dépouiller le loup pour s'épanouir en homme.

L'humanisme le plus élémentaire commande donc de rejeter l'abominable aphorisme de la fatalité de la guerre. Si la lucidité commande de mesurer qu'il ne

suffit pas de l'abolition du capitalisme pour l'éliminer, tant que n'en sont pas expurgés l'héritage et les séquelles, la vérité commande aussi d'admettre qu'au capitalisme, et au capitalisme seul, en raison de sa nature fondée sur l'exploitation, la guerre est intrinsèque.

Elle lui est intrinsèque en effet parce que le capitalisme repose sur la compétition dans l'appropriation des ressources humaines, parce que sa nature et sa raison d'être sont de les confisquer à l'humanité et pour cela de la dominer, au besoin avec les nouvelles formes de domination que nous connaissons aujourd'hui. L'attaque généralisée contre les peuples et contre leur irruption dans les affaires internationales œuvre à les contraindre à abandonner leur souveraineté à des institutions internationales ou supranationales (FMI-UE-ALENA) en attendant que la concurrence exacerbée pour les marchés débouche sur la guerre armée qui n'est jamais très loin de la guerre économique.

Oui, intrinsèque au capitalisme, parce que sa tare originelle irrémédiable est qu'en son sein même s'affrontent les concurrences de domination et les maîtrises de marché, les maîtrises d'espaces, et de cheptels humains, dans un processus aiguë par la réduction croissante des capacités de consommation.

Monique et Roland Weyl

Monique et Roland Weyl sont avocats, auteurs notamment de *Démocratie, pouvoir du peuple : Se libérer de Maastricht* (Temps des Cerises).

CAPITALISME ET BARBARIE : TABLEAU NOIR DES MASSACRES ET DES GUERRES AU XX^e SIÈCLE. 1900-1997

| | |
|---|-----------|
| - Les dernières répressions anti-indiennes aux USA, qui virent le terme du génocide engagé au XIX ^e siècle | 100 000 |
| - La guerre anglo-boer (pour le contrôle de l'Afrique du Sud) 1902 | 100 000 |
| - Victimes des conquêtes coloniales de la fin du XIX ^e siècle et du début du XX ^e siècle (dont la conquête de la Corée par le Japon, 1908) | 500 000 |
| - La guerre russo-japonaise (1904-1905). La seule bataille de Moukden fit plus de 100 000 morts | 300 000 |
| - La répression de la Révolution de 1905 en Russie | 100 000 |
| - La guerre Italo-turque pour la Tripolitaine (1911) | 50 000 |
| - Les guerres balkaniques (1912-1913) Turquie, Serbie, Bulgarie | 500 000 |
| - Le génocide des Arméniens en Turquie | 1 000 000 |
| - La Première Guerre mondiale (1914-1918) | 8 500 000 |
| - La guerre civile en URSS, les famines et les épidémies consécutives aux interventions étrangères et au blocus par l'Occident | 6 000 000 |
| - Les répressions après le mouvement révolutionnaire dans les différents pays d'Europe, Finlande, Pays-Balts, Hongrie, Allemagne, Pologne, Roumanie, Bulgarie (1918-1923) | 200 000 |
| - La guerre gréco-turque (1920-1922) | 100 000 |
| et plus de 1 500 000 exilés | |
| - Les victimes du fascisme en Europe avant la Seconde Guerre mondiale (1924-1939) | 150 000 |
| - La guerre franco-espagnole contre les Marocains du RIF (1925-1926) | 50 000 |
| - Les interventions militaires des USA en Amérique centrale en Amérique du sud et aux Caraïbes (1910-1940) | 50 000 |
| - La guerre du Chaco pour son pétrole entre la Bolivie et le Paraguay (1931-1935) | 150 000 |

| | |
|--|--------------------|
| - Les victimes des famines et des épidémies aux Indes, en Chine et en Indochine (1900-1945) (au moins) (dont 6 millions pour la seule Chine) | 8 000 000 |
| - Les répressions massives et la guerre civile déclenchées par Tchang Kai-Chek en Chine (1927-1937) | 1 000 000 |
| - La guerre d'agression japonaise en Chine (1931-1941) | 1 000 000 |
| - La guerre du fascisme italien en Éthiopie | 200 000 |
| - La guerre civile en Espagne déclenchée par Franco soutenue par Hitler et Mussolini et facilitée par la « non-intervention » | 700 000 |
| - La Seconde Guerre mondiale provoquée par l'Allemagne de Hitler et le Japon militariste fut aussi le résultat des capitulations successives des pays capitalistes occidentaux devant le nazisme en Europe et devant le Japon en Asie (1939-1945). Victimes militaires et civiles y compris déportés et l'Holocauste | 50 000 000 |
| - La guerre française en Indochine (1946-1955) | 1 200 000 |
| - La guerre américaine au Viet-Nam (1956-1975) | 2 000 000 |
| - Les répressions colonialistes d'après-guerre dont celle de Madagascar (80 000 morts), d'Algérie (1945), du Maroc, de la Tunisie, de l'Afrique noire | 500 000 |
| - La guerre en Algérie (1956-1962) | 1 200 000 |
| - Les massacres anti-communistes en Indonésie après septembre 1965 | 1 500 000 |
| - La guerre et les répressions au Bengale oriental, Bangla Desh, (selon Amnesty International) | 3 000 000 |
| - Les massacres indo-pakistanaïstes consécutifs à la partition de l'Inde (1948) (14 millions de personnes déplacées) (Certaines sources parlent de 10 millions de morts) | 300 000 |
| - Les quatre guerres israélo-arabes au Proche-Orient (1948-1956-1967-1973) dont la guerre du Liban (morts et 700 000 Palestiniens exilés) | 300 000 |
| - Les répressions anti Kurdes de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak | 200 000 |
| - La guerre au Biafra (Nigéria) (1967-1970) | 1 000 000 |
| - La guerre Iran-Irak | 600 000 |
| - La guerre du Golfe (1991), victimes directes plus les victimes de la dénutrition due au blocus qui dure toujours | 200 000 500 000 |
| - Les interventions directes américaines ou par guerilla et groupes para militaires interposés au Nicaragua, Salvador, Guatémala, Panama, République dominicaine, etc. | 200 000 |

| | |
|--|-----------|
| - La guerre au Timor oriental | 200 000 |
| - Les répressions au Chili, en Argentine, au Brésil, au Pérou, en Bolivie, en Colombie, etc. soutenues en général par les services américains | 150 000 |
| - Les conflits inter-ethniques en Transcaucasie et Asie centrale consécutifs à la dissolution de l'URSS (1990-1995) dont la guerre en Tchétchénie en 1995 (80 000 morts) | 200 000 |
| - Guerres en Angola (2 millions de victimes), et au Mozambique (1 million) | |
| - Les massacres en Somalie, au Libéria, au Rwanda (génocide anti Tutsi 500 000), Burundi, Sierra Leone, Congo/Zaïre, Congo/Brazzaville etc. (1990-1997), en Afrique du sud de l'Apartheid. En ce qui concerne l'Afrique, nous faisons entrer en ligne de compte les victimes des famines (Sahel, Somalie, Éthiopie et celles de l'absence de soins, en particulier des réfugiés) | 4 000 000 |
| - La guerre inter-intégriste en Afghanistan | 700 000 |
| - Les guerres et massacres ethniques en ex-Yougoslavie provoqués par la désintégration du pays encouragée par l'Allemagne et d'autres puissances occidentales (1990-1996) (plus 1 million de réfugiés chassés de leurs régions). | 200 000 |

Entre 1990 et 1995 seulement, les guerres ont provoqué dans le monde cinq millions et demi de morts civils pour les trois quarts. (Europe 250 000, Asie 1,5 million, Moyen et Proche Orient 200 000, Afrique 3,5 millions).

À ce tableau incomplet, il faut ajouter la mort par malnutrition de 6 millions d'enfants pour la seule année 1997.

Les réfugiés et exilés se comptaient en 1997 au nombre de quarante millions.

Ces chiffres – pour la plupart extraits des encyclopédies actuellement disponibles et consultables par tous – sont évidemment approximatifs et non exhaustifs. Ils ne sont présentés ici qu'à titre indicatif.

Ne sont pas citées, au nombre des victimes du capitalisme, les victimes des répressions de masse dans les pays se réclamant du socialisme, en URSS et en Chine notamment, ni celles du génocide cambodgien. Les évaluations concernant le nombre de ces victimes, que l'on peut trouver dans plusieurs ouvrages, sont aussi approximatives et objet de discussion.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----|
| Avant-propos <i>Gilles Perrault</i> | 5 |
| Introduction <i>Maurice Cury</i> | 7 |
| Les origines du capitalisme <i>Jean Suret-Canale</i> | 12 |
| Économie servile et capitalisme : un bilan quantifiable <i>Philippe Paraire</i> | 30 |
| Tirez, ce ne sont que des ouvriers <i>Roger Bordier</i> | 38 |
| 1744-1849, Un siècle lyonnais : les canuts face au canibalisme du profit <i>Maurice Moissonnier</i> | 46 |
| 1871 : Trahison de classe et semaine sanglante <i>Claude Willard</i> | 65 |
| Répressions antisyndicales <i>André Devriendt</i> | 69 |
| Les bandes armées du capital dans la France républicaine <i>Maurice Rajsfus</i> | 77 |
| La Grande Guerre : 11 500 morts et 13 000 blessés par jour pendant trois ans et demi <i>Jean-Pierre Flécharde</i> | 88 |
| Contre-révolution et interventions étrangères en Russie (1917-1921) <i>Pierre Durand</i> | 104 |
| La Seconde Guerre mondiale <i>François Delpla</i> | 108 |
| De l'origine des guerres et d'une forme paroxystique du capitalisme <i>Pierre Durand</i> | 128 |
| Impérialisme, sionisme et Palestine <i>Maurice Buttin</i> | 131 |
| Guerre et répression : l'hécatombe vietnamienne <i>François Derivery</i> | 136 |
| Massacres et répression en Iran <i>François Derivery</i> | 147 |
| Génocide anticommuniste en Indonésie <i>Jacques Jurquet</i> | 158 |
| Annexion fasciste du Timor oriental <i>Jacques Jurquet</i> | 170 |
| L'Irak victime du pétrole <i>Subhi Toma</i> | 183 |
| L'Afrique noire sous la colonisation française <i>Jean Suret-Canale</i> | 193 |
| Algérie 1830-1998 : des balbutiements du capitalisme colonial à l'entreprise monopolitaire de recolonisation mondialisée <i>André Prenant</i> | 207 |
| L'Afrique des indépendances et le communisme (1960-1998) <i>Francis Arzalier</i> | 234 |
| Les interventions nord-américaines en Amérique latine <i>Paco Pena</i> | 245 |

| | |
|---|-----|
| États-Unis, le rêve inachevé La longue marche des Africains-Américains <i>Robert Pac</i> | 278 |
| Centenaire d'un génocide à Cuba. La « reconcentration » de Weyler <i>Jean Laille</i> | 304 |
| Le génocide indien <i>Robert Pac</i> | 315 |
| Le capitalisme à l'assaut de l'Asie <i>Yves Grenet</i> | 319 |
| Les migrations au XIX ^e et au XX ^e siècles : contribution à l'histoire du capitalisme <i>Caroline Andréani</i> | 336 |
| Capitalisme, course aux armements et commerce des armes <i>Yves Grenet</i> | 346 |
| Les morts-vivants de la mondialisation <i>Philippe Paraire</i> | 370 |
| La mondialisation du capital et les causes des menaces de barbarie <i>François Chesnais</i> | 384 |
| Les banquiers suisses tuent sans mitrailleuses <i>Jean Ziegler</i> | 396 |
| Une pub vaut mille bombes. Les crimes publicitaires dans la guerre moderne <i>Yves Frémion</i> | 408 |
| Quand bien même ne suffirait pas l'abolition du capitalisme <i>Monique et Roland Weyl</i> | 418 |
| Capitalisme et barbarie : tableau noir des massacres et des guerres au XX ^e siècle | 423 |